N°004 • Avril - Mai - Juin 2014

Les Echos du PNDP

Le Magazine d'informations du Programme National de Développement Participatif

www.pndp.org

Fonction publique locale

Le PNDP pose les jalons Pp.14-44

FOCUS

Le PNDP a organisé 6 cérémonies de remise de motos à 150 communes des 10 régions du Cameroun Pp. 7-9

INVITE

Dr. Taïga, Ministre de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales.

« Le PNDP et le MINEPIA aident les communes dans l'expression de leurs besoins spécifiques... » P. 13

GOVERNANCE

Capacity Building

Women mayors drawn up in battle. P. 45

Sommaire

Directeur de la Publication :
Marie Madeleine Nga

Rédacteur en chef :
Kamdem Souop
akamdem@pndp.org

Comité éditorial :
Alphonse Boyogueno, Isaac Ekeme, Emmanuel Elimbi, Charles Boube, Georges Nkami, Frédéric Bandon.

Equipe de rédaction :
Théophile Ndjanmou, Stéphan Kapto, Sylvestre Chegue, Palestine Mbarga, Yuh Timchia, Pierre Nka, Paul Charlot Elomo
Extrême Nord : Albert Nguedam, Makongo
Nord : Mohamadou Ousmaïla, Suzy Anne Nguepndjop, Casimir Tekela
Adamaoua : Nana Maadjou, Edouard Nje, Bersala Djombaye
Est : Solange Motto Bindang, Elysée Olinga Ateba
Sud : Florent Hugues Bessala, Michel Delor Mbang
Centre : Thomas Ongon, Willy Azebaze
Littoral : Olivier Herman Bekack, Yves-Bertrand Mbala Mbarga, Sophie Babouma
Sud-Ouest : Atenchong David Nkem, Alexandre Atangana
Ouest : Boniface Megouo, Elisabeth Cheguem
Nord-Ouest : Bruno Daniel Nkandjo, Pascal Kolo, Grace Esueh

Secrétaire de rédaction :
Kamdem Souop

Maquette :
Lordric Kako

Impression :
Sopecam

Abonnements :
lesechos@pndp.org

CNC
BP 660 Yaoundé
Email : pndp@pndp.org
site web : www.pndp.org
Tél.: +237 22 21 36 64
Fax: +237 22 21 36 63

14-44 **Dossier**
Fonction publique locale
Le PNDP pose les jalons

05 **Environnement**
Séminaire régional sur les territoires ruraux
Le PNDP passe le témoin à Dakar

EDITORIAL
04 Le PNDP répond aux aspirations

ESPACE MINEPAT
06 Accord de Partenariat Economique : Comprendre la stratégie du Cameroun

FOCUS
07 Mobilité communale : le PNDP offre 150 motos aux communes

ACTUALITES
10 Changements Climatiques : les parlementaires s'impliquent de nouveau

10 Radios communautaires : le Coordonnateur National chez le MINCOM
11 Populations autochtones vulnérables : le MINAS et le PNDP évaluent les actions autour des peuples pygmées
11 Coordination : séance de travail au Stade C2D
12 Agropastoral : Un plan d'utilisation des terres disponible
12 Radios communautaires : Mme Nga reçue au MINPOSTEL

INVITE
13 Dr. Taïga, Ministre de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
« Le PNDP et le MINEPIA aident les communes dans l'expression de leurs besoins spécifiques... »

GOVERNANCE
45 Capacity Building : women mayors drawn up in battle

LES PARTENAIRES EN BREF
46 Croissance économique : la Banque Mondiale réexamine les leviers

Philemon Yang
Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Emmanuel Nganou Djoumessi
Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT)

Yaouba Abdoulaye
Ministre Délégué auprès du MINEPAT chargé de la Planification

Gilbert Didier Edoa
Secrétaire Général du MINEPAT

EDITORIAL

Le PNDP répond aux aspirations

Par Marie Madeleine Nga

Chère lectrice, cher lecteur,

Les populations des campagnes et des villes du Cameroun aspirent à un mieux être. Cela passe nécessairement par la mise en place des politiques publiques susceptibles de répondre à leurs aspirations. Il faut donc des moyens aux acteurs de terrain pour y arriver, tant les coins et recoins de nos terroirs disposent d'un potentiel qu'il faut aller toucher du doigt. En ce qui nous concerne au PNDP, nous sommes résolument engagés, à aider les acteurs de la décentralisation notamment les exécutifs municipaux et certains personnels communaux, à travers l'appui au processus de recrutement.

Au cours du trimestre écoulé, le PNDP a offert des motos à 150 communes sélectionnées à travers le territoire national. L'objectif est de faciliter l'intervention des agents communaux appelés à collecter les données dans les coins les plus reculés, afin de définir des actions publiques en adéquation avec les aspirations des bénéficiaires. Dans cette mission d'amélioration de la qualité du service public au niveau local, nous avons pris une part active à un autre maillon du développement local, lors de la formation des femmes maires du Cameroun dans le cadre du Réseau des Femmes Elues d'Afrique. Nous irons d'ailleurs de l'avant dans d'autres secteurs, pour ne pas manquer de répondre efficacement aux aspirations de nos partenaires et de nos cibles : les populations.

C'est pourquoi, le PNDP entend participer à la vulgarisation de ses acquis par des actions de communication adaptées aux populations locales. A cet effet, nous avons entamé des négociations avec les structures techniques de l'Etat pour le lancement de 15 radios communautaires dans 15 communes ou groupes de communes dans les prochains jours. Le Ministère de la Communication, et celui des Postes et Télécommunications nous accompagnent en tant que parties prenantes dans ce projet.

C'est un partage d'expérience à venir qui traduit bien la volonté du PNDP de se hisser comme institution de référence en matière de développement au niveau national et bien au-delà. La preuve a été donnée par sa présence et sa participation au séminaire international sur les outils d'accompagnement de la gestion et de la sécurisation du foncier dans les territoires ruraux d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Cette rencontre organisée dans la capitale sénégalaise du 03 au 06 juin dernier, était aussi l'occasion d'un passage de témoin, après le séminaire régional organisé à Douala du 15 au 18 avril 2013, en partenariat avec l'Agence Française de Développement.

Dans sa poursuite d'un développement durable à tous les niveaux, le PNDP est fortement impliqué dans les projets communaux et intercommunaux dans le cadre du REDD+. Le financement est déjà disponible pour la réussite de cette initiative visant la protection de l'environnement à partir de la base. La reconnaissance de cette action est déjà acquise avec la signature d'un partenariat entre le PNDP et le Réseau des Parlementaires Panafricains sur les Changements Climatiques (REPPACC). Un tel partenariat traduit la qualité de notre action, depuis les deux phases précédentes, axée sur la réponse aux aspirations de nos partenaires et de nos cibles. Nous ne comptons pas nous arrêter en si bon chemin.

Bonne lecture.

PNDP living up to expectations

By Marie Madeleine Nga

Dear Readers

People in Cameroon's countryside and cities aspire to a better life. To meet their aspirations, the required policies must be implemented. It is therefore necessary for stakeholders on the ground to be accorded the means with which to attain this end, as the nooks and crannies of our land are rich in potential they need to get a feel of. The PNDP on its part is firmly committed to facilitating the fieldwork of actors in the decentralization drive who are, first and foremost, municipal executives and some municipal staff who we helped some municipalities to recruit.

In the current quarter, the PNDP offered motorcycles to 150 municipalities selected throughout the country. The objective is to facilitate data collection by municipal staff in the remotest of areas in order to define public policies in line with the aspirations of the beneficiaries. Within this crusade to improve public service delivery at the grassroots, we took active part in another link in the local development chain during the national capacity building seminar for Cameroon women mayors within the framework of the Network of Local Elected Women of Africa. In like manner, we will forge ahead in other areas in order not to fail in meeting the aspirations of our partners and targets: the people.

That is why the PNDP intends to spread these benefits through means of communication that are adapted to local populations. To this end, we have begun negotiations with the State's technical facilities for the launch of fifteen community radio stations in fifteen municipalities or groups of municipalities in the coming days. The Ministry of Communication and that of Post and Telecommunication are accompanying us as stakeholders in the project.

This is shared experience in the offing which reflects the will of the PNDP to elevate itself to the pedestal of a reference institution with regard to development at the national level and beyond. Proof of this resolve could be seen in its presence and participation at the regional seminar on ancillary management and land tenure security tools in rural West and Central Africa. The meeting organised in Senegal's capital Dakar from June 3 to 6 also served as occasion for the country to be passed on the torch following the regional seminar organised in Douala from April 15 to 18, 2013 in partnership with the French Development Agency.

In its pursuit of sustainable development at all levels, the PNDP is fully involved in municipal and intermunicipal projects under the REDD+. Funding is already available to ensure the success of this initiative targeting environmental protection at the base. This has already been acknowledged with the signing of a partnership between the PNDP and the Pan African Parliamentarians' Network on Climate Change. Such a partnership reflects the quality of work we have done since the two previous phases to meet the aspirations of our partners and targets. We do not intend to rest on our laurels.

Happy Reading

Séminaire régional sur les territoires ruraux

Le PNDP passe le témoin à Dakar

Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) a participé du 03 au 06 juin 2014, à un séminaire régional sur les outils d'accompagnement de la gestion et de la sécurisation du foncier dans les territoires ruraux d'Afrique de l'Ouest et du Centre dans la capitale du Sénégal.

Il fallait s'attendre à l'organisation de ce séminaire régional sur la gestion et la sécurisation du foncier dans les territoires ruraux d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Il s'agit en effet de l'une des retombées du séminaire régional organisé à Douala du 15 au 18 avril 2013 sur le développement économique des territoires ruraux par le PNDP et l'Agence Française de Développement (AFD). Au sortir des travaux, les participants avaient recommandé la nécessité d'une plus grande prise en compte de la gestion du foncier et des ressources naturelles, ainsi que l'organisation d'un séminaire plus spécifique, sur la place du foncier dans le développement économique des territoires ruraux.

C'est donc tout naturellement que Mme Marie Madeleine Nga a conduit la délégation du Cameroun à ces assises de Dakar, tant le PNDP est impliqué dans la stratégie d'utilisation rationnelle des terres au Cameroun. Entre 2007 et 2012, le PNDP, dans le cadre du Projet de Gestion Durable des Terres (PGDT) a développé et testé à titre pilote, le Plan d'Utilisation et de Gestion des Terres (PUGT) dans cinq communes du Cameroun : Lagdo, Pitoa, Ngaoundal, Bangangté et Okola.

Le contexte est d'ailleurs très favorable puisqu'en 2011 intervient la loi n°2011/008 du 06 mai 2011 portant orientation de l'aménagement et le développement durable du territoire au Cameroun. Avec l'avènement de cette loi, le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) a initié le processus d'élaboration du Schéma National d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SAD2T), fixant les orientations fondamentales à long terme, ainsi que du Plan de Zonage National. Fait important, le Président de la République du Cameroun a prescrit lors du Comice agropastoral d'Ebolowa le processus de réforme foncière, qui est initié sous la supervision technique du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières.

Difficultés de la gestion foncière

Le séminaire de Dakar a donc permis, au PNDP et aux autres représentants du Cameroun de partager et d'échanger sur les outils développés dans l'espace rural des collectivités territoriales décentralisées. Des différents exposés, certaines constances apparaissent. Spécifiquement, la question foncière en Afrique de l'Ouest et du Centre reste confrontée à de nombreux problèmes et contraintes. Ce qui entraine de nombreux conflits entre les différents utilisateurs : agriculteurs, éleveurs, investisseurs divers. En même temps la démographie galopante exerce une pression sur le système foncier. La faiblesse des textes juridiques, la dualité entre le pouvoir traditionnel et le pouvoir formel, constituent des difficultés pour l'amélioration des conditions de vie au niveau rural. Selon les participants à cet événement organisé par la Société d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du Fleuve Sénégal (SAED), l'Etat du Sénégal et l'AFD, toutes ces difficultés ont, entre autres, pour conséquence l'aggravation de l'insécurité foncière et alimentaire dans les deux sous régions.

Pour amorcer la résolution de certaines difficultés, le Sénégal qui compte par exemple 385 communautés rurales, 172 communes et 14 régions soit un total de 571 collectivités locales, a mis en place un Système d'Information Foncier (SIF) et une Charte du Domaine Irrigué. Le but du SIF est de cartographier et d'enregistrer toutes les demandes et affectations des terres des différents bénéficiaires, permettant d'éviter les chevauchements. Mais le principal défi de l'ensemble des participants est de sécuriser et formaliser les droits d'usage et de propriété dans les espaces ruraux.

Recommandations du séminaire

L'on évoque aussi la volonté d'assurer, aux différentes échelles territoriales, une cohérence entre les politiques foncières et les autres politiques publiques. Dans ce contexte, il faudra selon les experts, une prise en considération des différents droits coutumiers dans la gestion et l'affectation du foncier rural. Le but final étant d'optimiser la mise en valeur et la productivité des ressources foncières, en aval des investissements.

De façon non exhaustive, les principales recommandations portent sur l'importance de procéder au niveau national, à un plaidoyer pour des réformes juridiques et institutionnelles adaptées. Les participants recommandent aussi, entre autres, d'assurer une convergence des politiques de décentralisation, des politiques foncières et des politiques agricoles et de développement rural ; l'importance de promouvoir des mécanismes de contrôle citoyen et des voies de recours à l'égard des décisions concernant le foncier et émanant de l'Etat et ou des collectivités locales ; la nécessité d'instituer des outils et mécanismes de contractualisation concertés entre les différents acteurs concernés par la mise en valeur des ressources mobilisables dans le cadre d'investissements publics. ◆

Accord de Partenariat Economique

Comprendre la strategie du cameroun

Au cours de la session parlementaire de juin 2014, le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Monsieur Emmanuel NGANOU DJOUMESSI, a défendu devant les deux chambres parlementaires (Assemblée Nationale et Sénat), les raisons pour lesquelles le Gouvernement sollicite leur «haut agrément par rapport au projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord d'Etape vers un Accord de Partenariat Economique entre la Communauté Européenne et ses Etats-membres d'une part, et la partie Afrique Centrale d'autre part ».
Fort de cet argumentaire, le Parlement a adopté ledit projet de loi.
Voici reconstitué en quelques questions, l'essentiel des préoccupations exprimées et des réponses apportées pour comprendre les enjeux et la portée des négociations sur l'Accord de Partenariat Economique (APE).

Pourquoi le Cameroun a-t-il signé le 15 janvier 2009 un Accord d'Etape avec l'Union Européenne?

- Cet accord a été négocié pour éviter toute perturbation dans les exportations du Cameroun vers l'Union Européenne (UE) après le 31 décembre 2007, date qui marquait la fin des dispositions commerciales de l'Accord de Cotonou, lui-même ratifié par les pays ACP et l'UE en 2000.
- Sur cette base, nos produits que sont la banane, l'aluminium, le beurre, l'huile de cacao, les haricots, sont restés compétitifs sur le marché européen ; ils se vendent.
- Le Cameroun, en concluant un Accord bilatéral avec l'Union Européenne, a voulu en définitive «préserver» ses intérêts commerciaux; il va falloir, par cette ratification, se prémunir contre les effets néfastes de la dégradation de la compétitivité de nos produits.

Que gagne le Cameroun à ratifier cet Accord d'Etape ?

- La ratification par le Cameroun de l'Accord d'Etape doit être perçue comme une approche stratégique qui traduit l'ambition du Cameroun de conquérir des parts de marché sur la scène internationale et surtout, de préserver l'accès préférentiel de ses produits d'exportation sur le marché européen. Bien qu'astreint au Tarif Extérieur Commun du fait de son appartenance à la sous-région Afrique Centrale, son économie est la plus diversifiée. Dès lors, il devrait élargir les débouchés pour ses produits.
- La ratification de l'APE d'Etape est une mesure qui garantit et sécurise l'accès au marché européen des produits camerounais en attendant la conclusion d'un APE régional complet et équilibré.
- En nous conduisant vers cette ratification, le Président de la République, Son Excellence Paul BIYA, s'inscrit une fois de plus en visionnaire : nous devons comprendre l'APE comme une opportunité à saisir pour moderniser notre économie.

Dans la perspective de l'entrée en vigueur de l'Accord de Partenariat Economique, comment adapter et moderniser l'économie camerounaise?

- L'Accord d'Etape a renvoyé aux clauses de rendez-vous sur les mesures d'accompagnement et les compensations que nous ne manquerons pas de soulever ; il s'agira d'arrêter les mécanismes d'ajustement et de rencontrer les attentes du Cameroun.
- A cette fin, le Cameroun s'est préparé et se prépare.
- Un plan d'adaptation de l'Economie camerounaise à la mondialisation a été arrêté, dont les axes sont :
  - le renforcement des capacités de l'offre ;
  - le développement des capacités d'exportation ;
  - les réformes institutionnelles et fiscales incitatives.
- Un Bureau de Mise à Niveau des Entreprises, déjà opérationnel, prépare les entreprises camerounaises à améliorer la qualité, la normalisation et à accroître l'offre à travers la modernisation de l'outil de production et l'optimisation du leadership et du management. L'Union Européenne appuie cette démarche à travers le Programme d'Amélioration de la Compétitivité de l'Economie pour un montant de 10 millions d'Euros, soit environ 6,5 milliards de F CFA. La phase pilote a permis de mettre à niveau 15 Entreprises dans divers domaines.

Quelle sera la suite du processus de négociation avec l'Union Européenne après la ratification de l'Accord d'Etape ?

- Avec la ratification que le Gouvernement sollicite, le Cameroun négociera avec l'Union Européenne le calendrier de démantèlement tarifaire.
- Déjà, par sa lettre du 26 mai 2014, Monsieur Karel De GUCHT, Commissaire Européen au Commerce, m'a informé qu'après la ratification, celle-ci devra être notifiée à la Commission Européenne en vue de l'adoption de l'acte délégué, pour le maintien du Cameroun dans l'Annexe I du Règlement d'accès au marché. Le Conseil des Ministres et le Parlement disposeront alors d'un délai minimum de deux mois pour parachever la procédure.

Dans ces négociations avec l'UE, le Cameroun semble faire cavalier seul. Quid de la solidarité avec les autres pays membres de la CEMAC?

- Le Cameroun reste attaché à la solidarité régionale ; lui qui a impulsé la reprise de négociations entre les pays de la Région Afrique Centrale (CEMAC + République Démocratique du Congo + Sao - Tomé et Principe). La configuration négociante s'est retrouvée à Kinshasa, puis à Douala et à Libreville, sans qu'il transparaisse un engagement réel et une visibilité sur les intentions des Etats-parties.
- Certes, le Cameroun appartient à cette Union Douanière qu'est la CEMAC; ce qui suppose le tarif extérieur commun, la libre circulation des personnes et des biens.
- Avec notre partenaire européen, nous avons identifié des mesures d'accompagnement dans le cadre du Programme Régional d'Accompagnement du Développement, en ce qui concerne l'APE d'Afrique Centrale; il comprend 09 programmes et 101 projets.
- Le Cameroun est pleinement engagé dans le programme de négociation régionale, où il a pris en charge l'étude sur l'impact fiscal net.
- Par conséquent, l'APE intérimaire deviendra caduc dès la conclusion de l'Accord régional. ◆

Mobilité communale

Le PNDP offre 150 motos aux communes

Ce matériel roulant permet aux agents communaux d'apporter un appui dans tous les coins et recoins de leur territoire.

Le montant global de la dotation du Programme National de Développement Participatif (PNDP) s'élève à 390 millions de FCFA. Cette phase de distribution du matériel roulant aux communes touche l'ensemble des régions du Cameroun. La région du Centre a reçu 22 motos pour l'ensemble des communes sélectionnées, la région de l'Est 18 motos, le Littoral et le Sud-ouest 30, les trois régions septentrionales 36, l'Ouest et le Nord-ouest 34 tandis que 10 communes de la région du Sud ont reçu chacune une moto de marque Yamaha 100-AG.

La finalité de cette dotation est de permettre aux Agents Communaux de Développement et Financiers de parcourir les coins enclavés de leurs territoires, afin de recueillir les données susceptibles d'aider à la définition des politiques de développement local adaptées aux besoins des populations. Un important moyen de transport lorsqu'on connait les niveaux d'enclavement des routes et des pistes rurales. « Il nous était difficile, jusque là, d'atteindre les 26 villages de la commune de Lobo par nos propres moyens, du fait de l'état des routes qui rend certaines zones inaccessibles » explique Mme Sabine Goufan, Agent Communal de Développement (ACD) de la commune de Lobo dans la région du Centre.

Dompter les obstacles

Une position que partage M. Lamine Seiny Boukar, maire de la commune de Kolofata. Pour lui, cet outil de travail va permettre aux agents communaux de suivre la mise en œuvre des projets définis dans le Plan Communal de Développement. Et de poursuivre que « sans cette moto, on ne peut pas se déplacer, surtout que nous sommes dans une vaste région ».

Dans la commune de Ngoura, nous avons d'ailleurs pu mesurer l'importance de ce matériel roulant pour l'Agent Communal de Développement. Opérant dans une zone lourdement enclavée, M. Olivier Ndassim n'a de cesse de remercier le PNDP qui vient de leur faciliter la tâche. « Dans les routes enclavées aussi bien en saison de pluies qu'en saison sèche, cette moto qui nous rappelle les véhicules 4x4, est susceptible de nous amener dans tous les villages de la commune » explique, M. Ndassim qui vient de parcourir plus de 80 kilomètres en 10 heures de temps environ sur une route boueuse, non entretenue, entre 14 heures le samedi 28 juin 2014, aux premières heures de la matinée du dimanche 29 juin. Lorsqu'il atteint la National N°1 qui mène à Garoua-Boulaï, sous un froid glacial et visiblement épuisé par ce voyage éprouvant, il affirme : « sans ce type de moto, je ne peux pas m'en sortir dans le suivi des projets ou encore dans l'animation des campagnes de sensibilisation dans les villages de la commune ». ◆

M. Hervé Conan, Directeur AFD-Cameroun, remettant une moto à l'ACD de Matomb

Le Maire de Garoua Boulaï essaye sa moto séance tenante

M. Joseph Beti Assomo, Gouverneur de la Région du Littoral lors de la remise des motos aux communes du Littoral et du Sud-ouest

Les Maires des Régions septentrionales du Cameroun devant leurs motos en compagnie du Gouverneur du Nord

Photo de famille à la fin de la cérémonie d'Ebolowa

Les bénéficiaires de l'Ouest et du Nord-ouest autour du Gouverneur de l'Ouest

Réactions

Faustin Kouta,
Mayor of Ngoro

"An important tool"

I think that it is an important tool for all the things that we will do, because our development Agent will follow up what we are doing in order to know what's going on and what's not going on.

Nguimouth Celeste,
ACD Ngog Mapubi

« Concrétisation d'une promesse »

Ces motos sont la concrétisation d'une promesse faite par le PNDP de nous doter de tout le nécessaire pour nous permettre d'être suffisamment efficace sur le terrain.

Yimelong Tsop Serlian
ACD Nkong Nzem

« Un precieux outil de travail »

Ce matériel roulant me sera d'une très grande utilité pour visiter les infrastructures, les constructions et les projets de la mairie de Nkong Zem. C'est donc un précieux outil de travail

Youdom Gustave,
Maire de Batié

« Absolument nécessaire »

Vous comprenez que cette moto tombe à pic pour le suivi et la réalisation des projets sur le terrain. Elle est absolument nécessaire.

Mba Ndong Gratien
ACD Ma'an

« Très content »

Cet outil va faciliter le travail dans la commune qui est loin du coté de Memvelé'e. Nous irons dans les brousses, les zones enclavées, traverser même le fleuve Ntem.

Réactions (suite et fin)

Nguime Ekollo,
Maire de Dibombari
« Merci au PNDP »
Cette moto va servir à l'ACD pour pouvoir sillonner toute la commune, pour le suivi de l'exécution des projets financés tant par le PNDP que par la commune. Ce sont des motos Yamaha, très robustes. Elles sont adaptées à nos routes en saison pluvieuse. Merci beaucoup au PNDP.

Grace Etongo Mbeng
Mayor of Bamusso
"I wish this partnership continues"
It is a wonderful gesture. Without the PNDP, our councils wouldn't have been moving well. They are doing so much for us, giving us computers, training development agents, building classrooms and other befitting structures.
I wish this partnership continues.

Noelle Njoh, Commune de Dibombari
«C'est une aubaine»
Cette moto va m'aider à sillonner tout l'arrondissement de Dibombari, surtout pour le suivi des microprojets dans certaines zones d'accès difficile. C'est une aubaine.

Ndedi Epoh,
ACD, Bonalea
« Surmonter toutes les difficultés »
Cette moto va nous permettre de surmonter toutes les difficultés. Car toutes les routes ne sont pas accessibles avec les véhicules et il fallait donc parfois marcher des kilomètres à pied.

E. Joseph Onkan,
Maire de Nyanon
« Coup de pouce très remarquable du PNDP»
Cette moto va nous permettre d'avoir beaucoup plus de facilité pour le suivi des projets. Je constate aussi que la moto est de très bonne qualité, elle est tout terrain. Ce don est un coup de pouce très remarquable de la part du PNDP.

Ibrahima Djibrila,
ACD Gaschiga
« Très utile »
Cette moto va nous aider à faire des tours dans les zones enclavées, c'est une moto tout terrain qui peut aller n'importe où et qui va nous être très utile.

Alvine Biene,
ACD Pouma
« Affronter les zones les plus reculées »
Les pistes ne sont pas suffisamment aménagées, ces motos vont beaucoup nous aider. Nous allons affronter les zones les plus reculées afin de suivre l'exécution des projets.

Felicité Manon,
Maire d'Ebone
« Avec la moto, ce sera plus facile »
Nous sommes très satisfaits par ce cadeau que le PNDP nous fait. Avec la moto, ce sera plus facile pour l'agent de sillonner l'arrondissement et la commune toute entière.

Daniel Mukondo,
Mayor of Tiko
«Facilitate the work»
This bike will go a long way to facilitate the work especially of the development agents. This bikes will assist us in our municipality work taking into consideration the types of the road we have, which are bad.

Itoe Benjamin Njio
Mayor of Dikome Balue
« Very useful »
At the level of my council the motor bikes are very useful because Dikome Balue is the one of the most difficult places to reach.

Jean Marie Mbidi,
Maire de Moutourwa
« L'usage de cette moto sera grandiose »
L'usage de cette moto sera grandiose, puisqu'il permettra à l'agent communal de développement d'aller au fin fond des villages pour recouvrer les recettes dues à la commune. Ça pourra hausser le taux de recouvrement des recettes. Elle pourra également l'aider à recenser les projets et savoir s'ils s'exécutent bien.

Gbeungba Toulale,
Maire de Mayo Darle
« Adapté à notre contexte routier »
C'est un matériel tout terrain adapté à notre contexte routier, ce matériel pourra également nous permettre de suivre nos Plans Communaux de Développement (PCD), de parachever aussi les travaux qui sont déjà au niveau des finitions, et permettre à nos agents de se déployer efficacement sur le terrain.

Francois Xavier Souaibou,
Maire de Kaélé
« Sentiment de très grande gratitude »
C'est un sentiment de très grande gratitude qui m'anime. Nous pouvons maintenant assurer le suivi et le contrôle permanent des projets et des réalisations sur le terrain. Le PNDP nous a apporté un grand secours.

Moise Moussa,
ACD Mozogo
« Booster les services de la recette »
Cette moto va nous faciliter le suivi des travaux sur le terrain, elle va permettre de booster les services de la recette, à travers le Cadre financier qui doit sensibiliser et encourager les percepteurs des marchés et les collecteurs d'impôts à bien mener leurs activités.

Elisabeth MEKA,
Maire d'Akom II
« C'est vraiment important »
La mairie d'Akom II, c'est un secret de polichinelle, est l'une des communes les plus enclavées de la République. Nous avons de mauvaises routes. Cette moto va nous aider à assurer ces charges là. C'est vraiment important.

Anselm Suh Nche,
CDO Babessi
"Thanks to PNDP"
This bike coming from PNDP has arrived just in time. It is a very valuable asset to me as far as my work is concerned. We are happy. Thanks to PNDP.

Ewane Cyrille Bienvenu,
ACF Melon
« Ce don facilite le transport »
Ce don de motos aux communes nous facilite le transport, le suivi des microprojets sur le terrain. On peut désormais se rendre dans les zones enclavées, même en saison de pluies.

Francis Kongnyuy,
Mayor of Nkor Noni
"Will stimulate action"
It is going to stimulate action by the council development officer who will now be able to go down the cranies of Noni municipality to control, supervise and evaluate development projects.

Changements climatiques

Les parlementaires s'impliquent de nouveau

Ambiance particulière ce mardi 24 juin 2014 dans la salle 3, du Palais de Verre de l'Assemblée Nationale.

Le Président de l'Assemblée Nationale, représenté par le Premier vice-président Hilarion Etong, préside la cérémonie de signature de la convention de partenariat entre le Réseau des Parlementaires Panafricains sur les Changements Climatiques (REPPACC) et le Programme National de Développement Participatif (PNDP). La qualité des invités traduit manifestement l'importance du sujet. Autour du Premier vice-président de l'Assemblée Nationale, le Ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature, Hele Pierre, le Ministre de la Promotion de la Femme et de la Famille, Marie Thérese Abena Ondoua, le Ministre délégué auprès du Ministre de la Planification, de l'Economie et de l'Aménagement du Territoire, Yaouba Abdoulaye, le président du REPPACC, l'Honorable Awudu Mbaya Cyprian, le Coordonnateur National du PNDP, Madame Nga Marie Madeleine, la Coordonnatrice du Stade C2D, Justine Dongmo, les parlementaires membres du REPPACC.

Cette convention de partenariat entre le REPPACC et le PNDP vise, entre autres, à rendre visibles les réalisations dans le domaine des changements climatiques, par des stratégies de communication conjointes ou indépendantes et déterminer des synergies éventuelles dans les actions mises en œuvre auprès des communes en matière de lutte contre les changements climatiques. Selon le Premier vice-président de l'Assemblée Nationale, Hilarion Etong, il est question, à travers cette convention de dire à nos populations « que les dérèglements climatiques sont l'un des plus grands défis de notre temps ».

L'événement s'inscrit en droite ligne du projet REDD+ du PNDP. Le Programme a bénéficié des ressources C2D pour la mise en œuvre d'une composante REDD+ au profit des communes, avec pour finalité de contribuer à la stratégie nationale REDD+ pilotée par le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable.

La mise en œuvre de cette composante passe, entre autres, par la sélection de cinq projets intercommunaux et le renforcement des capacités des différents acteurs.

La solennité de l'événement traduit, à n'en point douter, l'intérêt que le Gouvernement du Cameroun accorde aux questions liées aux changements climatiques. La caution et l'engagement du REPPACC aux cotés du PNDP pour ce projet témoigne de manière éloquente de la conviction permanente des députés de voir le Programme traduire, de manière concrète, les attentes et les engagements internationaux.

Le REPPACC est un réseau international mis sur pied par un groupe de parlementaires d'environ 38 pays africains en vue de lutter efficacement contre les changements climatiques. Le siège du REPPACC se trouve à l'Assemblée Nationale du Cameroun. ◆

Radios communautaires

Le Coordonnateur National chez le MINCOM

L'audience a eu lieu le 15 mai 2014 et a porté sur les conditions de lancement des radios communautaires dans certaines communes du Cameroun.

Le PNDP entend participer à la vulgarisation des acquis par des actions de communication adaptées aux populations locales dans les prochains jours. C'est pourquoi des séances de travail ont lieu avec les responsables techniques de l'Etat afin d'assurer le respect de la législation en la matière. A cet effet, Mme Marie Madeleine Nga, Coordonnateur du Programme National de Développement Participatif (PNDP) est allée présenter au Ministre de la Communication le projet de lancement des radios communautaires dans 15 communes ou groupes de communes au Cameroun.

Au cours de l'entretien, le document de projet validé par les bailleurs de fonds a également été présenté au Ministre de la Communication. L'équipe du PNDP composée du Coordonnateur National, du Spécialiste National Suivi-Evaluation et du Chargé de la Communication et des Relations Publiques a présenté les attentes pour le lancement du projet. Il s'agit entre autres de la désignation du Représentant du MINCOM au sein du Comité de suivi du projet. Ainsi que la disponibilité du Ministre de la Communication pour la cérémonie de lancement officiel du projet au cours du 3ème trimestre et pour la vague d'inauguration des 15 nouvelles radios au cours du dernier trimestre de l'année 2014.

Au préalable, il est attendu du MINCOM, un appui au niveau de la formation des personnels des nouvelles radios et ceux des radios existantes. Ce qui permettra à terme, au Ministère de la Communication de s'impliquer dans la production des contenus thématiques dans le cadre du projet. Il faudra pour cela parachever le processus d'attribution des fréquences aux 15 nouvelles radios. A terme, l'appui du MINCOM permettra aussi de faciliter la production d'un film sur l'expérience camerounaise en matière de radios communautaires. ◆

Populations autochtones vulnérables

Le MINAS et le PNDP évaluent les actions autour des peuples pygmées

Au cours de l'audience du 24 avril 2014, le Ministre des Affaires Sociales (MINAS) et le Coordonnateur National du Programme National de Développement Participatif (PNDP) ont évalué le niveau de mise en œuvre du Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP).

Deux temps forts ont marqué l'évaluation du Plan de Développement des Peuples Pygmées du PNDP au cours de l'audience du 24 avril dernier entre Mme Catherine Bakang Mbock, Ministre des Affaires Sociales et l'équipe du PNDP conduite par Mme Marie Madeleine Nga, Coordonnateur National. Il s'agissait de faire des projections à court terme au niveau des actions communales, mais aussi de présenter les acquis à mi-parcours du PDPP. Ainsi, il est prévu dans les prochains jours une remise des appuis acquis pour les Chefs de Service d'Action Sociale (SAS). Les appuis sont constitués d'ordinateurs et de matériel roulant pour parcourir l'ensemble des communes cibles.

Cette cérémonie aura lieu au cours de la célébration de la Journée Internationale des Peuples Autochtones. Avant cette date, au terme de la séance de travail entre le PNDP et le MINAS, il était convenu d'organiser une séance d'évaluation élargie à d'autres acteurs afin de déboucher sur de nouvelles recommandations. A cet effet, une mission de terrain a permis de couvrir du 29 avril au 03 mai dernier les régions du Centre, du Sud et de l'Est concernées par l'opération.

Concernant les réalisations, le PDPP au cours de la phase 2 et en complément des résultats de la phase 1, a poursuivi des actions dans divers domaines. Sur le plan de la citoyenneté, les activités du PDPP ont abouti à la production des pièces officielles supplémentaires, notamment 673 actes de naissance, 415 cartes nationales d'identité et 17 actes de mariage dans la région du Sud. Des relais communautaires ont également été formés à Djoum pour accroitre la sensibilisation auprès des pygmées.

Les acquis

Dans le volet de l'éducation, le PDPP a identifié et subventionné la formation de 12 enfants pygmées aux métiers de l'éducation et de la santé. Les spécialités concernent 07 aides-soignants, 02 infirmiers diplômés d'Etat, 02 élèves instituteurs de l'enseignement technique et 01 instituteur de l'enseignement général. En plus, une convention a été signée avec le Diocèse d'Eséka pour la scolarisation pendant 04 ans, de 04 enfants pygmées en vue de l'obtention des diplômes de l'Enseignement secondaire général et technique tous cycles confondus. Au cours de l'année scolaire qui s'achève, des enfants pygmées ont reçu des fournitures scolaires dans les trois régions et un renforcement des capacités a eu lieu pour que les enseignants du niveau primaire améliorent le taux de fréquentation des enfants pygmées.

Sur le plan sanitaire, des protocoles d'accord ont été signés avec le Centre d'Approvisionnement en Produits Pharmacétiques (CAPP) pour la mise à disposition des médicaments essentiels dans les centres de formation fréquentés par les peuples pygmées. Pour améliorer les conditions d'accouchement, des accoucheuses traditionnelles ont été formées par les experts du Ministère de la Santé Publique dans 20 communes. ◆

Coordination

Séance de travail au Stade C2D

Le Coordonnateur National du PNDP et la Coordonnatrice du Secrétariat technique d'appui dédié à l'exécution du Contrat de Désendettement et de Développement (Stade-C2D) se sont retrouvées le 28 avril 2014 dans les locaux du Stade-C2D à Yaoundé.

A cette occasion, Marie Madeleine Nga et Justine Dongmo ont souligné leur convergence de vues sur les questions de communication qui doivent donner l'occasion au grand public de voir ce qui se fait sur le terain par le gouvernement avec l'appui des partenaires au développement, notamment la France avec les ressources du C2D. Pour rappel, afin de donner plus de visibilité aux activités menées sur fonds C2D, le Stade-C2D a recruté un expert en communication en février, en la personne de Jean Paul Tchomdou qui officiait jusque là à Tradex S.A. Ce dernier a tout de suite mis au point une stratégie de communication dont les fruits seront visibles dans les prochains mois. Celle-ci, qui s'appuie sur une identité visuelle qui sera dévoilée très prochainement, prévoit de vendre mieux le C2D à travers les projets et programmes qui en bénéficient.

Les deux responsables ont aussi échangé sur un important chantier actuellement en cours, l'étude menée par le cabinet CA17 sur le volet agricole du PNDP. En clôturant cette séance de travail, elles ont pris l'engagement de renouveler l'expérience afin de fluidifier davantage le partage d'informations au delà des coups de fil, emails et correspondances. ◆

Agropastoral

Un Plan d'utilisation des terres disponible

Le Dr Taïga, Ministre de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA) et Mme Marie Madeleine Nga, Coordonnateur National du Programme National de Développement Participatif (PNDP) ont échangé sur ce document au cours d'une audience le 25 avril 2014.

Le Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres (PUGDT) a servi de fil d'Ariane des échanges entre le MINEPIA et le Coordonnateur National du PNDP, assistée à l'occasion de M. Georges Nkami, Spécialiste des Aspects Socio-environnementaux au sein du Programme. En tant qu'outil de planification locale, le PUGDT entend proposer aux acteurs en charge du développement local des techniques permettant une négociation des espaces agro-sylvo-pastoraux et des aires protégées. Il s'agit aussi de stimuler le dialogue entre les élus locaux et les différents utilisateurs des terres.

Au regard de ces enjeux pour le développement local, la rencontre entre le Dr Taïga et Mme Marie Madeleine Nga a permis d'envisager un cadre méthodologique d'amélioration de cet outil en vue d'une plus grande vulgarisation dans les communes. Mais aussi de fixer des bases de travail pour le montage et la mise en œuvre des champs fourragers au profit des communautés et des communes.

Une activité coordonnée

Le PUGDT est le résultat du succès des tests d'outils de planification de la gestion des terres obtenus à la fin du Projet de Gestion Durable des Terres (PGDT). Ce projet avait été mis en place dans 23 communes des régions de l'Ouest, du Centre, de l'Adamaoua et du Nord durant la période de 2007 à 2012. En collaboration avec le MINEPIA, le Ministère de l'Environnement, celui de l'Agriculture, et du Ministère des Forêts et de la Faune, le PNDP a permis aux communautés des zones critiques de ces régions du Cameroun de contribuer à la lutte contre la dégradation des terres en vulgarisant l'adoption des bonnes pratiques. Ce projet a bénéficié d'un don de 6 millions de dollars US du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM).

Concrètement, le PGDT a permis de mettre plus de 80 000 hectares de forêts sous gestion durable au profit de plus de 8 400 ménages qui ont adopté les bonnes pratiques. Plus de 290 microprojets ont été directement financés dans les communautés rurales dans des domaines aussi variés que la gestion intégrée de l'agriculture et de l'élevage, les champs fourragers, le reboisement, les forêts communales, l'agroforesterie, le pastoralisme, la gestion des parcours, ainsi que les actions de résolution des conflits.

700 km pour la circulation du bétail

Dans le domaine spécifique de l'élevage, plus de 500 hectares de champs fourragers ont été mis en place au profit de plus de 95 communautés rurales, principalement dans les communes de la région de l'Adamaoua. Cinq (05) Plans d'utilisation et de gestion durable des terres ont été mis en œuvre, à titre pilote dans les communes de Lagdo, Pitoa, Bangangté, Okola et Ngaoundal. A la fin du PGDT, un compendium regroupant les bonnes pratiques développées dans le cadre de ce Projet a été produit pour assurer la vulgarisation des acquis dans les autres parties du pays.

Au-delà de ces résultats, le projet a également permis la réalisation d'une étude de faisabilité d'un couloir de circulation du bétail dans la région du Nord dont le seul tronçon actuellement en cours est celui de Pitoa. D'une distance d'environ 700 kilomètres, ce couloir devra permettre de drainer le cheptel venant des pays voisins du Cameroun, notamment la République Centrafricaine et le Tchad en direction du Nigéria. Le coût global de cette infrastructure est estimé à plus d'un milliard de FCFA.◆

Radios communautaires

Mme Nga reçue au MINPOSTEL

Mme Marie Madeleine Nga, Coordonnateur du PNDP a été reçue par le Secrétaire Général du Ministère des Postes et Télécommunications le 26 mai 2014. La toile de fond de l'entretien portait sur le lancement de 15 nouvelles radios communautaires sur le territoire national. A cet effet, le PNDP a émis le vœu de voir le Ministre des Postes et Télécommunications désigner un Représentant de son département ministériel au sein du Comité de suivi du projet. Concernant le lancement officiel du projet, l'équipe du PNDP a sollicité la disponibilité du Ministre des Postes et Télécommunications. Dans ce volet technique, il est attendu aussi une formation des personnels des nouvelles radios communautaires et le renforcement des capacités de ceux des radios communautaires existantes. ◆

Dr Taïga, Ministre de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA)

Nous avons recueilli la réaction du Ministre de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA) au cours de l'audience accordée à Mme Marie Madeleine Nga, Coordonnateur National du Programme National de Développement Participatif (PNDP) le 25 avril 2014.

Dans quel contexte intervient cette audience avec le Coordonnateur National du PNDP ?

Je tiens tout d'abord à remercier Madame le Coordonnateur National du PNDP pour cette visite de travail qui permet un échange de point de vue sur la collaboration qui existe entre le MINEPIA et le PNDP. Cette rencontre se tient dans un contexte de décentralisation où l'on note d'importantes ressources transférées par le MINEPIA aux communes, en application du Décret N°2010/0244/PM du 26 février 2010 relatif aux transferts des compétences dans le domaine de la promotion des activités de production pastorale et piscicole.

Plus spécifiquement, comment le PNDP peut-il être impliqué dans les projets placés sous l'autorité de votre ministère ?

Je disais tantôt que le MINEPIA transférait d'importantes ressources aux communes, qui concernent la promotion des activités pastorales et piscicoles (1 961 500 FCFA en 2010, 850 000 FCFA en 2011, 1 732 200 FCFA en 2012 etc.). Nous pensons que le PNDP, en collaboration avec les services du MINEPIA, devrait pouvoir aider les communes dans l'expression de leurs besoins spécifiques pour que les ressources transférées servent effectivement à apporter des solutions aux besoins des populations.

> *« Le PNDP et le MINEPIA aident les communes dans l'expression de leurs besoins spécifiques*

En matière de planification des projets, qu'envisagez-vous pour les communes ?

Les principales compétences transférées aux communes dans le domaine de la promotion des activités de production pastorale et piscicole portent sur l'organisation des journées de promotion d'élevage ; les appuis aux microprojets générateurs de revenus et d'emplois dans le domaine de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture ; la construction des Centres Zootechniques et Vétérinaires (CZV) ; l'aménagement des infrastructures d'élevage et de contrôle de la circulation du bétail, des infrastructures et équipements d'élevage à usage communautaire, les marchés à bétail etc. C'est dire si ces compétences sont variées ! Il revient aux communes, en relation avec nos services, d'identifier et d'inscrire les différents projets dans les Plans Communaux de Développement et pour que nous transférions les ressources dans la limite des moyens disponibles ; c'est ce qui se fait depuis 2010.

Comment pourrait-on organiser l'utilisation des terres au Cameroun aujourd'hui pour améliorer les conditions de production et de vie des populations ?

Concernant l'utilisation des terres, le Chef de l'Etat, au Comice agropastoral d'Ebolowa, a donné des directives relatives à une révision du cadre réglementaire du foncier. Par ailleurs, il est important de souligner que la terre, surtout rurale, est une ressource d'utilisation partagée entre l'agriculture, l'élevage, les exploitations cynégétiques, les réserves et autres. Il faut pour cela, une utilisation concertée de l'espace et des terres, sous la coordination du Ministère en charge des Domaines et où la commune doit jouer un rôle important.
Pour ce qui est du secteur élevage, il y a lieu d'intégrer les besoins de pâturages, des pistes de transhumance et sites de construction des infrastructures communautaires (abattoirs, parcs vaccinogènes, bains détiqueurs, et autres), qui bénéficient déjà des transferts de ressources aux communes par le MINEPIA.

Fonction publique locale

LE PNDP POSE LES JALONS

Agents communaux recrutés avec l'appui du PNDP : une expérience à capitaliser

Entre 2008 et 2014, plus de 516 agents communaux ont été recrutés par les communes avec l'appui du PNDP dans l'optique de donner corps aux tableaux types des emplois communaux.

L'un des objectifs spécifiques visés dans le cadre de la mise en œuvre du PNDP est d'appuyer les reformes institutionnelles en cours et de renforcer les communes dans le processus de décentralisation. A cette fin, deux études dont l'une sur les finances locales et l'autre sur les ressources humaines communales ont été financées par le PNDP, sous la supervision du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MINATD). Ces études ont abouti à l'adoption de deux lois et d'un arrêté ministériel, à savoir : la loi N°2009/011 du 10 juillet 2009, portant régime financier des Collectivités Territoriales Décentralisées; la loi N°2009/019 du 15 décembre 2009, portant fiscalité locale des Collectivités Territoriales Décentralisées et l'arrêté N°00136/A/MINATD/DCTD du 24 août 2009, rendant exécutoires les tableaux types des emplois communaux.

Fort de cet enrichissement du cadre légal et réglementaire de la décentralisation, le Programme National de Développement Participatif a identifié dans les tableaux types des emplois communaux, deux profils en vue de renforcer les capacités opérationnelles des communes dans leur rôle de maître d'ouvrage que leur a conféré l'option irréversible de décentralisation prise par le Gouvernement. Cette initiative du PNDP a davantage été renforcée par le besoin en ressources humaines aussi bien en nombre qu'en qualité et plus particulièrement dans celles situées en zone rurale. En effet, l'étude sus-citée portant sur les ressources humaines communales, a établi que les communes manquent de ressources humaines et même, que celles disponibles n'ont pas toujours les capacités et le profil requis pour garantir une efficience de la fonction publique locale.

Des missions précises

Ainsi, le premier profil identifié par le PNDP a été celui d'un agent de développement à loger dans l'unité Suivi de la mise en œuvre des microprojets et qui a, entre autres, pour mission de planifier et programmer les actions de la commune à moyen et à court termes ; suivre l'exécution des activités, notamment des projets ; promouvoir l'économie locale ; s'assurer de la prise en compte des aspects socio-environnementaux dans la mise en œuvre des activités.

Le second profil identifié a été celui d'un agent financier à loger dans l'unité Finance et recouvrement des recettes. Ces missions consistent à mettre en œuvre l'informatisation des systèmes de gestion de la commune ; tenir les écritures de base des états comptables et financiers permettant de produire la comptabilité, assister la préparation du budget communal ; préparer les dossiers de passation de marchés et d'en suivre l'exécution en veillant au respect des procédures ; suivre et capitaliser les enquêtes et études sur la fiscalité locale et les autres actions de nature à permettre l'accroissement des recettes communales ; proposer des mécanismes de collecte des taxes communales.

Des têtes bien faites

Au cours des deux premières phases de sa mise en œuvre, le PNDP a accompagné toutes les communes couvertes dans le recrutement de ces cadres qui ont par la suite bénéficié d'un renforcement des capacités en planification, en gestion des bases de données, en passation des marchés, en suivi, contrôle et maintenance des ouvrages.

Une vue synoptique du profil des cadres recrutés montre qu'ils ont en général un diplôme de niveau BAC+3 pour les Agents de Développement et BAC+2 pour les Agents Financiers, dans des domaines de formation variés des sciences économiques et de gestion, ainsi que le génie civil et plus de 25% de ces cadres sont de sexe féminin. A défaut de pouvoir résoudre intégralement le problème du déficit en ressources humaines des communes, cette opération de dotation des communes en agents a permis d'amorcer le problème des emplois communaux en impulsant par là une dynamique d'emploi appeler à se poursuivre dans les communes.

Satisfaction des maires

Une étude conduite en 2013 par le PNDP a montré que plus de 80% des communes accompagnées par le Programme ont besoin d'au moins 2 personnels pour renforcer leurs effectifs. C'est ce qui justifie par ailleurs que 83% des exécutifs municipaux interrogés ont marqué leur satisfaction de la présence des agents de développement recrutés avec l'appui du PNDP. Avec l'arrivée de ces cadres dans les communes, on a observé une amélioration significative de la conduite des actions de développement par les exécutifs municipaux. A titre d'exemple et de manière non exhaustive, on peut citer : l'amélioration des recettes propres et du taux d'exécution budgétaire des communes, un meilleur archivage des documents communaux, une meilleure animation communautaire.

Les Agents Communaux Financiers ont contribué à une amélioration des recettes propres des communes à travers: la refonte du fichier des contribuables et l'identification de nouveaux gisements fiscaux, ainsi que l'amélioration de la sécurisation des recettes collectées. C'est ainsi que, avec la contribution des agents, l'amélioration des recettes propres des communes, est imputée à la présence de ces agents par 64% des exécutifs interrogés. S'agissant du budget, le taux d'exécution s'est amélioré avec le concours des agents communaux selon 50% des exécutifs interrogés.

Accompagnement financier

La prise en charge des salaires et des cotisations sociales de ces agents est assurée de manière dégressive par le PNDP, soit 100% la première année de leur recrutement par les maires, 50% la 2ème année et 0% dès la troisième année. La commune s'engageant à prendre en charge de manière progressive le salaire desdits agents. Malgré les apports considérables au niveau du développement local, il est à regretter un taux de démission de plus en plus croissant. Depuis 2011, avec le recrutement de 25 000 jeunes dans la fonction publique, le taux de démission est proche de 20%. La raison évoquée est la recherche d'une situation plus stable allant au-delà des deux années de contrat qu'offre le PNDP.◆

Success stories

30 Agents communaux parmi les meilleurs

Hommes et femmes, trentenaires pour la plupart, titulaires d'un bac +2 au moins, font la fierté de leurs employeurs qui en parlent en termes élogieux.
Voici les reportages effectués dans 30 communes du Cameroun, à raison de 3 par région.

Extrême Nord

Une journée passée avec …
Moussa Moïse, l'homme à tout faire de Mozogo

Jovial, dans un costume bleu pétrole et une chemise à carreaux rose mis en valeur dans une mocassin en peau d'animal, Moïse Moussa ne donne pas l'air de travailler dans l'arrière pays. On dirait davantage un fonctionnaire en service à Yaoundé. Il n'a pas eu une journée facile ce 27 juin 2014. Le maire ayant été obligé de se rendre tôt à Mokolo, pour la cérémonie d'installation du nouveau Préfet du département du Mayo-Tsanaga, il a dû expédier les affaires courantes. Non pas qu'il signe les documents en lieu et place du maire, encore moins du Secrétaire général. C'est simplement que cet ingénieur informaticien a su se rendre indispensable.

Les différents employés de la mairie se sentent libres de le consulter à tout moment sur un dossier ou une activité. Et lui, porte ouverte, sourire aux lèvres, ne se prive pas de les servir, renseigner quand il ne vise pas un document à soumettre à la signature du maire. Car pour lui, « un dossier de paiement doit passer au maximum deux heures sur sa table, à moins d'une irrégularité que je fais relever au maire ». De plus, le sectoriel n'étant pas proche, il est obligé de faire le suivi des nombreux travaux lancés dans la commune sur fonds propres ou sur Budget d'Investissement Public.

Sa débauche d'énergie est telle qu'en dehors des prestations qu'il est obligé d'assurer pour « joindre les deux bouts », il a trouvé le temps d'initier « une rencontre avec l'ensemble des agents communaux du département, afin qu'ils puissent évoquer mensuellement les problèmes qu'ils vivent et mutualiser les expériences et conseils ».

Recruté le 11 juin 2011, il a été très vite nommé secrétaire des projets dans le cadre du partenariat avec Plan Cameroun. A l'aise avec l'outil informatique, il a par la suite conçu un mandat pour faciliter les mandatements, puis mis au point une approche moins susceptible de détournements dans la gestion des frais d'associations des parents d'élèves. A cela s'ajoute, l'élaboration du fichier des contribuables et l'adhésion des entreprises à l'obligation de reverser 1% des marchés gagnés et pour lesquels ils exploitent la carrière de latérite de Korsamba ou le sable des « Mayo » communaux. Choses et d'autres qui, avec la contribution de l'agent financier, ont amélioré la santé financière de la commune de Mozogo.

« A la délégation départementale des Marchés publics, il est devenu si précieux que s'il est absent dans une commission, le travail est bloqué », souligne Viché Yatahad, le maire. « On reconnaît sa compétence partout. Même dans le cadre des prestations à titre privé, les uns et les autres se réjouissent de bénéficier de son accompagnement», complète son employeur visiblement satisfait de sa recrue.◆

Bio

Né le 12 mars 1983 à Kouyate, Moïse Moussa est titulaire d'un Master Informatique en gestion d'entreprise obtenue à l'Academie de Picardie-France (2012). Il avait précédemment obtenu une Licence en Chimie appliquée à l'Université de Ngaoundéré (2007), puis un diplôme d'ingénieur des travaux informatiques à l'Insitut Africain d'Informatique du Cameroun (2009). Après un passage à la Cellule Informatique des services centraux du Ministère de la Jeunesse (2009), il fera quelques vacations de travaux pratiques en informatique à l'Université catholique d'Afrique centrale (2011) et sera pendant quelques mois informaticien temporaire à la direction régionale Sud-Ouest d'Aes-Sonel.

Viché Yatahad, Maire de Mozogo

« Je suis très satisfait»

Je suis très satisfait de son travail, car il joue le rôle de chef de service technique et suit les activités sur le terrain. Parfois j'ai du mal à faire la différence entre son travail et celui du secrétaire général qui, par ailleurs, est un retraité. Avec lui, on est à la page : l'engagement des mandats, le suivi des lignes budgétaires, le suivi des travaux, l'élaboration des DAO et des demandes de cotation, la planification, la programmation, les études de faisabilité. Et en tant qu'informaticien, il nous apporte du soutien pour tous nos soucis en informatique. Actuellement il est submergé, il faudrait préparer quelqu'un d'autre pour le décharger en partie de ses missions administratives afin qu'il fasse davantage de terrain.

Extrême Nord

Une journée passée avec ...

Chelye Ngueleo renfloue les caisses de Mokolo

Bio

Agé de 40 ans, Chelye Ngueleo est marié et père de 5 enfants. Il a obtenu un Bts en Comptabilité et gestion à l'Acacémie de Créteil-France en 2003 et a multiplié des formations en maintenance des ordinateurs entre 2000 et 2003. Après avoir enseigné les mathématiques et l'informatique au Collège Baba Simon de Tokombéré (1999-2011) où il a aussi assuré la maintenance informatique et les fonctions de comptable , il a été recruté à la commune de Mokolo (2011). En plus de l'anglais, il parle mafa, fufuldé et mandara.

Haman Wabi, 1er Adjoint au Maire de Mokolo

« Il nous a aidé à renflouer nos caisses »

Le PNDP - Extrême-Nord nous a doté de deux agents parmi lesquels M. Chelye Ngueleo, notre agent financier. Je dois reconnaître qu'il nous a aidé à renflouer les caisses de notre commune. Les recettes sont maximisées. Pour cela, il a mis à jour le fichier de contribuables, il a multiplié les descentes dans les marchés, de concert avec le service des impôts et le sous-préfet pour ce qui concerne l'impôt libératoire sur le revenu agricole.

L'air bonhomme, le quarantenaire qui nous accueille à Mokolo est à l'aise dans les allées de la mairie de Mokolo. C'est qu'il s'est si bien intégré depuis juin 2011 que les quarante agents de la commune l'ont désigné comme délégué du personnel en janvier 2014. Aujourd'hui, il cumule les fonctions de Chef service de la comptabilité avec celle de caissier principal (depuis septembre 2013). C'est dire le niveau de confiance qu'il inspire au maire Damien Zokom.

La journée du 27 juin 2014 est atypique, car le tout Mokolo est rassemblé à la place des fêtes pour l'installation du nouveau préfet du département du Mayo Tsanaga, cérémonie présidée par le tout nouveau gouverneur de la région de l'Extrême Nord, Midjiyawa Bakari. La mairie fonctionne donc au service minimum.Mais dans son costume marron, Chelye a le profil de l'emploi.

Son dévouement lui vaut d'être sollicité par plusieurs maires du département et même la Cellule régionale de coordination de l'Extrême Nord l'invite souvent comme personne ressource. Son principal regret : il ne descend plus régulièrement sur le terrain depuis près de deux ans. Il est davantage pris à l'enregistrement des recettes et des dépenses, à la tenue des quittanciers, à la production des états financiers communaux ainsi qu'à la gestion quotidienne de la caisse.

Or sous son impulsion quand il était plus sur le terrain, la commune a connu des bonds en matière de recettes propres. Elle est passée de 35 millions en 2010 (avant son arrivée) à 56 millions en 2011, puis 57 millions en 2012 et 2013. Rien que sur le premier semestre de l'année en cours, sous son action, le recouvrement des droits de place a connu une croissance de 93% ; l'impôt libératoire sur les activités commerciales : 80,3% ; les loyers des immeubles communaux : 124,7% ; l'impôt libératoire sur le revenu agricole : 33%.

Le secret de ce succès : dès les trois premiers mois de séjour dans la commune, il a accompagné les percepteurs locaux dans les marchés et a noté toutes les transactions qui s'y déroulaient, ce qui lui a permis d'identifier une grande partie des poches d'évasion des recettes communales. Parmi les méthodes préconisées pour relever le niveau des recouvrements, il a proposé que les agents de la commune procèdent aux recouvrements deux semaines par mois et les percepteurs locaux les deux autres semaines. Ces derniers avaient désormais du mal à justifier les écarts de recettes importants relevés avec cette méthode. Autre méthode au sujet de l'impôt sur le revenu agricole : les tickets conçus par la commune étaient remis aux chefs de canton qui passaient par les Lawan (chefs de quartier) pour le recouvrement. En optant de remettre directement les tickets aux Lawan, le total des recouvrements au premier semestre 2014 représente le total de l'année 2013.◆

Extrême Nord

Une journée passée avec ...

Djoubaïdatou, la fervente ingénieure qui booste Bogo

Une chose vous frappe lorsque vous rencontrez Mme Akono née Djoubaïdatou. C'est son port constant du voile musulman, notamment le Tchador, et l'absence de contact physique avec les hommes. Mais passé ce premier rideau, une femme joyeuse et épanouie dans son emploi vous accueille et vous renseigne sur son travail au sein de la commune où elle bénéficie de la confiance de sa hiérarchie.

Chaque semaine, elle présente des termes de référence au maire pour validation. Elle peut alors élaborer des dossiers d'appels d'offres, suivre les chantiers, effectuer des descentes auprès des comités de gestion pour les suivre ou les évaluer, ou alors représenter la commune – en tant que point focal de la commune auprès du Ministère des Marchés Publics (MINMAP) – à la commission départementale de passation des marchés.

Là, elle est de retour de deux semaines de formation des Organismes d'appui local, des secrétaires généraux de communes, des maires et des présidents de Comité de pilotage. Cette activité menée par le PNDP précède l'actualisation des plans communaux de développement qui sera effectuée dans les prochaines semaines.

Ce samedi 28 juin 2014, elle prépare la session du comité technique communal de suivi du Budget d'Investissement Public du 02 juillet. Avec Ndjidda Yougouda, le secrétaire général, elle actualise la fiche de suivi des projets financés par ce guichet. Après, elle compte en rattrapage de sa semaine, effectuer une descente à Ouro Baré, un village qui a été électrifié en 2013 mais qui ne compte que 4 branchements. Elle souhaite comprendre les raisons d'une si faible performance et profiter pour sensibiliser les populations en vue de la mise en place d'un comité de gestion. Il pourra ainsi faciliter la collecte et le reversement des frais d'abonnement et de consommation mensuelle à l'agence régionale de l'ex-AES-SONEL.

En attendant la signature de son contrat, elle est obligée d'effectuer des consultations pour vivre. Mais sa détermination à travailler pour la commune est réelle, puisqu'elle vient de s'installer à Bogo.◆

Bio

Titulaire d'une Licence en Sciences Naturelles (1999) et d'une Maîtrise en Zoologie à l'Université de Ngaoundéré, Djoubaïdatou est aussi ingénieure des travaux de génie rural (2006), alors qu'elle rêvait d'être ingénieure informaticienne. Elle a été temporaire à la délégation régionale des Domaines et des Affaires foncières de l'Extrême Nord de 2008 à 2010. Musgum d'origine et née à Pouss, elle est mariée et fête ses 40 ans cette année.

Bouba Hamadou, 1er Adjoint au Maire de Bogo

« Des initiatives louables»

Des têtes bien formées comme elle se comptent au bout des doigts dans notre région. Les critères de sélection qui ont abouti à sa sélection étaient rigoureux et c'est elle qui, pour des raisons que j'ignore, a fait le choix de Bogo. Je reconnais qu'à la base, nous avions du mal à percevoir l'importance des agents communaux, car nous avions les secrétaires généraux, les sectoriels et même les agents recrutés directement. Nous avons même cru qu'il s'agissait d'espions placés auprès des communes pour renseigner les bailleurs de fonds sur le fonctionnement détaillé des communes. Mais après, nous avons vite compris que c'était une forme importante d'accompagnement des communes. Nous avons adopté Mme Djoubaïdatou qui, par ailleurs, s'est imposée par ses compétences et son ardeur au travail. Elle a des initiatives louables pour le développement. De même, si ça ne dépendait que de moi, j'aurais fait de son collègue chargé des aspects financiers, l'Agent comptable immédiatement. Il est très intelligent et aime son métier. Il est consciencieux et dédié à ses tâches. Toutes les communes n'ont pas eu la chance que nous avons.

West

A day spent with …

Sylvie Njatcheu Feumi, the iron lady of Bafousssam I

Most municipalities in Cameroon share a similar problem: a lack of financial resources and fiscal clout. And Bafoussam I was no exception before the advent of a Council Financial Officer thanks to a partnership woven with the PNDP which started the initiative not just for the aforementioned community but for many others across the country.

Since this affects their ability to deliver public services to citizens, it becomes an important problem because local government investments are the engine in the catch-up game of providing modern infrastructure and services such as water and sewer systems, solid waste management, street lighting and roads.

Sylvie's main concern with each passing day at her Council Financial Officer job in the Bafoussam I municipality's Revenue Collection Office is seeking more understanding of the dynamics of municipality revenue sources and revenue capacity.

The management of municipal resources has become a daily routine notably with regard to daily running costs. The absence of such rigour in the past was to be blame for certain lapses observed. Now figures are clear and easily understood. On the morning of June 30, the Revenue Collection Office is jammed with taxpayers hurrying to catch up with the deadlines that come with the end of the month. Failure to do so, they will bear the brunt of the penalties that will come with Sylvie's measures.

She is stern and stone-faced, yet respectful as she makes her point to a clutch of whining taxpayers who probably want to benefit from some undeserved grace. She finally gets her point across; due course must be followed. She never loses sight of her mission at the council.

After talking with her at length, the soft side of the lady seen to be too strict by many will not fail to shine.

With two years and counting on the job, Sylvie has been able to boost existing communal revenue streams and devise novel overtures by reflecting on strategies to effect the change she was engaged to bring. Neither she nor colleagues at the Revenue Office would say exactly by how much revenue has increased in Bafoussam I, probably in keeping with the strict code of secrecy that characterizes finance-related jobs.

Particularly, the Council's administrative account has risen sharply though she can't readily place a finger exactly on the percentage of this increase.

Such inroads have been considerable, they insist, and an overall evaluation of the council's financial might slated for the close of the year will clearly ascertain that. "She is a very assiduous person. She likes doing her job and even regularly goes beyond that which she is normally called upon to do in her role as Council Financial Officer," says Mrs. Ngo Gwet Anne Adèle, the former Municipal Treasurer for Bafoussam 1 under whose wings Sylvie began work in August 2011.

"She always made sure all files were treated on time and in strict respect of accounting rules," Mrs. Ngo, now Municipal Treasurer for Bafoussam II, notes.

With respect to revenue collection, her work changed things in the municipality in the sense that, she revolutionized mobilization for the collection of the Council's revenue, Ngo says. "Sylvie ensured that each tax receipt was tagged to a specific name and the method to get the revenue was clear for all to see."

Besides, teams that forcefully recovered revenue from defaulting taxpayers in the past could not achieve the feat she in so little time accomplished.

"Fictitious recovery of revenue no longer exists, she brought clarity to the Council's financial operations" Mrs. Ngo says.

With her coming, the council's financial and tender records and other projects dating back to 2007 have been archived in keeping with the roadmap the PNDP charted.

However, the municipality's records are not very safe due to lack of proper storage facilities for the hard copies of files.Sylvie has told municipal executives how urgent it is to acquire the storage facilities and now hopes they will act soon.

Since the start of the year she not only plays the role of Council Financial Officer because but she was named to the accounting unit in the municipal revenue collection office.

We part ways shortly after 3:00 pm. It is month end and the verification of figures ensues as wary taxpayers continue to besiege Sylvie's office. She has to make sure all financial intakes are filed and that accompanying documents to serve as proof of receipt are duly signed and delivered to taxpayers.

She will spend the rest of the day ensuring all financial operations are followed to the letter.

And her parting words: "Things have changed. We're not at the summit yet. But we're headed for it". ◆

Profile

Feumi Njatcheu Sylvie's university studies that spanned 1994 to 1997 at the Institut Universitaire de Technologie in Bandjoun focused on using ICTs in administration and management. She has fifteen years plus experience in the domain. The 38 year old attests she has learnt a lot from colleagues.

Prosper Bamou Feukeu, Secretary General, Bafoussam I Council

"I thank PNDP for intuitively understanding what Councils need to boost their work".

I must tell you that the arrival of the Finance Officer was salutary. It has been very good since she has been with us. She has shown us what she's capable of, has been able to boost certain services in municipality and today we work in accordance with certain clear principles she has instituted. Examples of her achievements abound which I will not name, not because they are secrets. It is true that in the beginning it was tough understanding her. It is equally true that till date we have not been able to implement all that which is on her terms of reference. Her principal mission was to set up a data base of tax payers within the municipality. She came up with a timeline and what was needed for this to be achieved. But the council unfortunately has still not been able to provide that which is needed for the job to be done. However, since she is still with us, we will help her achieve that which she was engaged for.'

West

A day spent with…

Sagne Moumbe Joel, "little man" behind Dschang's giant strides

His face beams with the innocence characteristic of lads seeking to cloak the reticence of youth. Nonetheless, neither that nor his slight built hold him back from wading with verve into the foray of the wide array of tasks his days have been charged with since he became Council Development Officer (CDO) for Dschang in July 2011.

Sagne Moumbe Joel not only broods on the municipality's development needs. He is currently working on a PhD thesis in Urban Development while also handling cooperation and communication for the council. When on July 1st at 10:00 am we meet Sagne at the lobby of the Dschang Council, the early wrinkles of the day's first burdens have already creased his facial expression.

His workload regularly includes identifying community skills, assets, issues and needs, ensuring that local people have their say, thinking up development programmes in dialogue with the community, evaluating existing ones, helping raise awareness on issues relevant to the community, preparing policy reports, liaising with interested groups and individuals to set up new services, planning, attending and coordinating meetings and events and encouraging endogenous participation in local development drives.

'My job is not a still river,' he says as he hurriedly leads us to his desk in the Unit for Development, Cooperation and Communication where he offers us seats before taking his.

'But that is what makes the job engaging.' He finishes off reviewing plies of field reports submitted by two development studies interns from France working under him before facing the next stint head on.

No field visits are on his schedule for the day due to the urgency with which a report on a workshop on water and waste management for communities he recently helped the council organise is needed. The training in question brought together grassroots leaders from Tiassalé in Ivory Coast and Kindia in Guinea Conakry under the banner of the Water Operators Programme (WOP) Africa.

Sagne's expertise in the domain placed the Dschang community in good stead to be picked by WOP Africa to organise the seminar because the holder of a Masters Degree in Geography, with Development and Environmental Management as specialties, had pioneered a widely acclaimed waste and water management scheme for the community.

Worthy of note is that he served as one of the trainers at the workshop which hinged on mutually sharing experiences in the domain among Dschang and the visiting municipalities.

The challenging workload for the Community Development Officer who sears his time into chunks meant for the office, the field, studies and family, has only spurred him towards creative problem solving.◆

Profile

Sagne Moumbe Joel has since March 2012 been working on his PhD thesis titled "Decentralization and Local Development Strategies in Cameroon: The Case of the West Region", at the University of Dschang where he is also lecturer. A master's degree thesis he defended in 2010 hinged on the management of road infrastructure in the decentralization era in Bafoussam. He is also an expert in carrying socio-economic feasibility studies and environmental impact assessments.

Beaudelaire Donfack, Mayor of Dschang

"He is full of talent."

I am wholly satisfied with his work in the municipality. I preceded th PNDP's coordination unit for the West region in considering him one of the best council development officers in the region. I think such acclamationwill only spur him to keep doing well and why not better?"

West

A day spent with…

Wilfried Voussou Bawadi, Fleeing the city in pursuit of Tonga's growth

Profile

Born in Bafang on April 25, 1988 Bawadi obtained a Postgraduate Diploma in Banking and Finance from the University of Dschang in 2011. He had clinched a first degree in economics from the same institution the year before. But his interest in development work is longstanding. Between November 2008 and June 2009, he helped CIFORD carry out a socio-economic and environmental study in Bayangam where he also aided in crafting a Communal Development Plan. He did the same work in Pete Bandjoun between November and December 2010.

Désiré Raphaël Bitchebe, Mayor of Tonga

"Not just a Council Development Officer"

Bawadi is not just a Council Development Officer. He's my personal assistant too and is charged with following up contract awards. My naming him personal assistant is testimony that he has lived up to expectations thus far.

After a gleaming academic career, one would expect a twenty-five year old lad with the life in him bursting to the seams, to be easy prey for the glitzy metropolises given our current context. But Wilfried Voussou Bawadi is not cut from that cloth. He has chosen to chase and live his dreams in rural Cameroon.

To be specific, Bawadi has ignored the lure of the cities to work in Tonga, scores of kilometres away from the West region's chief town Bafoussam, where he has been wearing the hat of Council Development Officer since 2011 when he obtained a postgraduate diploma in Banking and Finance.

It is on a chilly July 03 morning that Les Echos du PNDP meanders through the Tonga municipality's roads which are under construction to the council building which is also being given a facelift. The entire locality which is home to approximately thirty thousand people is a bustling construction site.

The biggest ongoing project which is supervised by Bawadi on a daily basis is the thirteen-kilometre Babouleng-Telegwa access road being widened and graded to ease transportation of farm produce by Tonga's predominately agrarian populace.

Earlier, we meet Bawadi at 9:00 am. He has been in his office for the past hour and has quick field visits to two micro project sites on his schedule as the day's starters. After mounting and taking a two-minute ride aboard a motor bike offered by the PNDP to ease his work, his first visit is occasion to evaluate the use of an ecological public toilet in the Tonga market whose construction was funded by the PNDP. On the site, he gathers from the manager of the facility that the populace has been making great use of it, especially on market days.

The next call is at a sports complex for the community's youth where he observes that some portions of the concrete pitches are already sinking into disrepair. He takes down some notes in view of meeting the commission charged with managing the complex. An appointment is fixed for the following day.

Back at the office, he rolls up his sleeves and gets set for the rest of the day's challenges. The Tonga Council Development Officer has every reason to get this ready. There is no time to waste. A sizzling file awaits him. And it must be reviewed and transmitted to the National Community Driven Development Programme (PNDP) before the week runs out. Bawadi who also doubles as the Tonga mayor's personal assistant is on the heels of a project enshrined in the community's development action plan to establish an agropastoral complex.

The initial proposal had intended to kick off the project with a poultry farm of one thousand chicks, a five-hectare maize field and a soya bean farm of the same size. The initiative according to Bawadi's initial proposal was worth 98 million FCFA. But it needs to be reviewed, Bawadi says as he goes through the report. Funds for inclusions like an administrative block for the complex would have to be seared off and the money allotted to other more important community needs maybe, he says.

The decision to review the proposal took into consideration the opinions of the municipality's inhabitants who have already showed their commitment to the drive by allocating land for it. When we eventually part ways at 3:00 pm, Bawadi has already finished reviewing the file. All it needs now is the endorsement of the mayor, who at that time was not on seat, before it is forwarded to the PNDP.◆

Nord

Une journée passée avec …

Youssoufa Alioum, la moissonneuse batteuse de Madingring

Après les 315 km d'épreuves sur une route difficile malgré les travaux récents d'entretien, nous atteignons Madingring où nous attend l'ancien agent d'un organisme d'appui local (Territoire et Développement Local – GIE) de la petite ville, appelée affectueusement par son maire, Marie Djenabou Mafing «Madingos, petit Paris». Youssoufa Alioum, Agent de Développement de cette commune a mis tout le monde d'accord dès son arrivée en août 2011. A commencer par Maradi Todou, le Sous-préfet, souvent mis à contribution pour compenser la difficulté pour le Préfet du Mayo Rey de se rendre régulièrement disponible dans cette localité : « Il fait toujours du bon travail. Je dois reconnaître qu'il connaît l'arrondissement mieux que moi. Il y a d'ailleurs des activités que je n'engage que quand il est présent ».

Madingring est en général difficilement accessible en saison pluvieuse (juillet à octobre), ce qui a un impact sur la programmation et l'exécution de certaines activités. Il faut donc rivaliser d'intelligence et ne pas compter les heures de travail en saison sèche pour atteindre les résultats de toute l'année.

Ce 30 juin 2014, après l'avoir suivi donner des explications à Mme Suzy Nguepndjop Nzepang, Responsable régional du Suivi Evaluation à la Cellule régionale du PNDP-Nord au sujet des travaux complémentaires que doit effectuer le prestataire au stade municipal où se trouve son bureau, nous le suivons tout au long de sa journée. Il a prévu de visiter quatre écoles publiques où, à la faveur des vacances scolaires et de la saison pluvieuse, il est prévu un reboisement, à raison de 50 arbustes par établissement. A Fada, Bongo et Kouloumbou, il constate que les engagements pris par les directeurs d'école n'ont pas été respectés, alors que les prélèvements obligatoires sur les frais versés par les parents d'élèves ont été effectués : 50 ou 100 FCFA pour un rejeton d'arbuste de Nimier, de Cassia Albida, Acacia Senegalensis ou de Caïlcédrat. A Wahoula 1 où il rencontre enfin Alfred Wadoune, le directeur, un effort a été fait avec quelques arbres, mais il en profite pour engager ce dernier à atteindre l'objectif fixé avant la rentrée prochaine. Pour les autres, il compte suggérer au maire de saisir le sous-préfet.

Pour la deuxième partie de la journée, le désormais chef de service de la Promotion économique visite le chantier de la case de santé de Wahoula, financé sur fonds propres par la commune. Il y relève les métrés afin de les comparer avec les quantités de l'offre technique validée dans le cadre du marché. Mais déjà il note que des observations faites quelques jours plus tôt ont bel et bien été prises en compte. Quand il s'arrête au Centre médical d'arrondissement, c'est pour relever les données géo-référencées du site où un forage est en construction sur financement Budget d'Investissement Public 2014. La margelle et le canal d'évacuation des eaux ont été réalisés la veille. Ce jour, l'entrepreneur prévoit construire le muret et le puits perdu en attendant le montage de la pompe qui précèdera les essais.

Retour au bureau. Sur le chemin, nous marquons un arrêt pour saluer un Dogari, représentant du Lamido de Rey Bouba dans la localité. Les autorités traditionnelles ont un pouvoir considérable et il est important de les associer aux démarches et initiatives de développement en cours. Ainsi, plus de 60% des comités de gestion mis en place dans cette commune sont composées de différentes autorités traditionnelles. Pour avoir cumulé son poste avec celui d'Agent Financier, Youssoufa Alioum le sait pertinemment. Sous son action, la réalisation du budget communal a fait un bond de 164 676 632 FCFA en 2010 à 265 644 162 FCFA en 2011 et 329 907 650 FCFA en 2012.

Au moment de nous quitter, il reçoit un coup de fil de Maroua. Son épouse doit subir d'urgence une opération chirurgicale. Il nous l'annonce avec un flegme britannique après avoir donné quelques consignes. Signe qu'il a une formule lui permettant de gérer, même difficilement, ses obligations professionnelles et familiales à plus de 600 km de distance.◆

Bio

Né le 20 décembre 1972, Youssoufa Alioum est marié et père de 3 enfants. Détenteur d'une licence en lettres obtenue à l'Université de Ngaoundéré en 1996, il parle, outre l'anglais, le fufuldé, le musgum, le massa, le kanuri, l'arabe choah. Toujours enclin à apprendre, il a multiplié des formations : journalisme à l'Instiut Universalis de Liège-Belgique avec stage à Radio France Internationale à Paris-France (1998), gestion à l'INADES (1999), techniques de résolution des conflits (2006). Après avoir été Chef d'agence de la compagnie d'assurances PR Sa à Maga (1999), ce passionné de football (a joué en 2e division), a été entre autres, encadreur de pairs éducateurs au Programme de Marketing Social au Cameroun (2001-2002) et agent de suivi des projets d'un projet du PNUD à Garoua (2006-2007).

Marie Djenabou Mafing, Maire de Madingring

« Il n'a pas de vie privée»

La particularité de M. Alioum, c'est qu'il est toujours disponible. Il n'a pas de vie privée. Même ses voyages sont des missions. Je regrette de n'avoir pas un agent financier de même calibre. J'ai pitié de lui, car il finit ses journées à 22h00 et est présent le lendemain à 7h30. Avec lui, le PNDP-Nord a pu voir les changements survenus à Madingring.

Nord

Une journée passée avec …

Salomé Davaie, la plaque tournante de Figuil

C'est en plein marché de Figuil que nous rencontrons une jeune femme d'ébène, menue, joviale, qui échange beaucoup avec les commerçants et un agent de recouvrement qui a perdu sa confiance au regard du nombre de plaintes le concernant.

Arrivée à 7h30, c'est généralement entre 18 et 19 heures qu'elle ferme son bureau qui jouxte celui de M. Ibrahima, le receveur municipal. Ce 02 juillet 2014, alors qu'il est 10h00, elle est à la moitié de son parcours au marché de Figuil. «J'ai prévu de faire le tour de cette rangée aujourd'hui, car la prochaine fois, ce sera la rangée de derrière », nous confie-t-elle, insensible au soleil accablant et à la chaleur étouffante qui obligent les commerçants à se réfugier sous un ombrage ou dans leur boutique. Parlant justement de boutiques, elle vient d'achever son décompte : il en existe 40 au lieu de 34 comme indiqué sur la fiche que lui a remis l'agent percepteur qui l'accompagne. Elle dit devoir tenter dans les prochains jours de comprendre cet écart qui prouve qu'il y a des sous-locations qui ne sont pas répertoriées dans les fiches de suivi de la commune, mais aussi de faire le lien avec des plaintes qui lui sont parvenues de la part des commerçants au sujet de son collaborateur.

Pendant près de deux heures, on voit la jeune femme s'évertuer à sensibiliser les commerçants à s'acquitter de leurs impôts et taxes, leur démontrant l'intérêt qu'ils ont à payer pour le bien de la collectivité et celui de ne pas voir leurs boutiques scellées.

Revenue à la mairie, elle s'entretient avec le receveur municipal au sujet du chrono des fiches d'engagements. Il est question de vérifier la provision des lignes budgétaires qui peuvent être encore débitées.

Arrivée dans la commune en juin 2008, Salomé Davaie s'est très vite intégrée, même s'il a fallu surmonter les réticences des anciens agents qui avaient conclu que les deux agents recrutés avec l'appui du PNDP étaient venus prendre leur place. Sa première année s'est entièrement déroulée sur le terrain à convaincre les populations des cantons de Figuil, Lam, Biou et Bidzar de s'acquitter de leurs obligations fiscales. Celles-ci disaient avoir reçu pendant la campagne électorale de 2007 qu'elles ne seraient plus assujetties à aucun impôt. Elle salue l'implication personnelle du Préfet du Mayo Louti dans les opérations de recouvrement, ce qui a permis de booster les recettes communales, notamment en ce qui concerne le volet impôt libératoire sur le bénéfice agricole.

Salomé Davaie revendique une contribution forte à la hausse des recettes propres de la commune depuis son arrivée. De 31,5 millions FCFA en 2008, elles sont passées à 80,3 millions FCFA en 2009, puis ont chuté à 71, 1 millions FCFA en 2010 avant de repartir à 79,9 millions FCFA en 2011 et atteindre 95,3 millions FCFA en 2012. Sans se coucher sur ses lauriers, elle ne désespère pas de voir aboutir les démarches visant à obtenir de la Cimencam (cimenterie) et Roca (exploitant de marbre) qu'elles reversent une partie de leurs impôts à la Commune, ce qui constituerait une véritable manne pour Figuil.◆

Bio

Née le 26 juillet 1980 à Douala, Salomé Davaie, originaire deFiguil (département du Mayo Louti, région du Nord) est célibataire sans enfants. Après un bac G2 obtenu en 2002 au lycée technique de Garoua, elle empoche en 2007 un Bts en Comptabilité et gestion des entreprises. Elle est à sa première expérience professionnelle.

Célestin Singai Kangou,
Maire de Figuil

« Elle sait tout faire»

Salomé est la plaque tournante, l'épine dorsale de la commune. Elle sait quasiment tout faire, que ce soit à la recette municipale ou au secrétariat général. Elle initie, vérifie, refait si nécessaire. Elle est un grand atout pour nous. En plus de tout ce qu'elle fait, elle est comptable matières et elle me représente à la commission de passation des marchés.

Nord

Une journée passée avec ...
Yomo Lambert, l'homme de confiance du Maire de Lagdo

Bio

Marié et père de deux enfants, Lambert Yomo est né le 12 novembre 1981 à Douala. Il a fait l'essentiel de ses études à Lagdo, puis à Garoua avant d'obtenir en 2004 un bac G2 au Lycée technique de N'djamena. C'est à l'Institut Don Bosco de cette même ville qu'il effectuera une formation en maintenance informatique entre 2004 et 2005. Il a effectué entre 2006 et 2007 un passage à Care International comme opérateur de saisie des données sur les ménages, puis a été facilitateur endogène dans le processus d'élaboration du PCD de Lagdo.

Abakaï Mama,
Maire de Lagdo

« Les recettes propres ont été multipliées par 5 ou 6. » Le paiement dégressif de son salaire lui a fait perdre de nombreux avantages dont la question de l'avancement automatique tous les deux ans. Si ça ne dépendait que de moi, il serait titularisé. Car avec sa présence, les recettes propres ont été multipliées par 5 ou 6. Nous sommes satisfaits, nous avons à tout moment la situation de nos engagements.

7h00. Un jeune homme alerte, est déjà dans les locaux fleuris de la mairie de Lagdo. Il s'appelle Lambert Yomo. C'est son habitude d'être le premier arrivé, mais lui-même ne sait pas quand il quittera le bureau ce 01 juillet 2014. Car il n'a pas d'heure de retour, les nuits le trouvant généralement dans une ultime séance de travail avec le maire tandis que les weekends et jours fériés ne font pas partie de son vocabulaire. D'ailleurs, M. Mama Abakaï, le maire, n'a qu'un mot pour le décrire : la disponibilité. « Tant que je suis dans mon bureau, il ne se résout pas à partir. Il est disponible, y compris sur des aspects ne relevant pas de ses termes de référence ».

De fait, Lambert Yomo a assuré ses fonctions d'Agent Financier dès le 02 février 2008 et assuré dans le même temps celles d'Agent de Développement jusqu'en août 2013, lorsque la commune a été doté d'un agent communal de développement. La satisfaction procurée à sa hiérarchie est telle que le maire est gêné qu'il ne soit pas mieux payé. En effet, recruté quand le paiement dégressif des agents communaux se faisait sur financement BIP et pour une durée de 4 ans, son salaire a été assumé de la manière suivante par le PNDP : 100% la première année, 75% la deuxième, 50% la troisième et 25 % la quatrième. Ce n'est que depuis 2013 qu'il est entièrement pris en charge par la commune. Toutefois, le maire Abakaï dirige l'une des rares communes où il existe un système formel de gratification du personnel, ce qui permet à M. Yomo de ne pas s'épancher sur les avancements biennaux dont il aurait pu profiter.

Il assure quasiment la fonction de secrétaire particulier du maire qui a tenu à ce que leurs bureaux soient contigus. Nous l'y trouvons en compagnie de Mme Ramatou Djidja, la secrétaire générale. Ils sont en train de régulariser les ordres de recettes de l'exercice 2013, afin de produire le compte de gestion sur pièces. Une demi heure plus tôt il était en briefing avec le maire et l'un de ses adjoints pour évoquer les bons de commande tirés sur les crédits transférés à soumettre à la signature du maire. Il est interrompu de temps en temps par un stagiaire en fin de séjour qui fait une licence professionnelle en Administration des Collectivités Territoriales décentralisées à l'Université de Ngaoundéré. Son séjour aurait été bénéfique et il lui est demandé de faire le nécessaire pour un dépôt rapide de son rapport de stage qui est très attendu.

Une heure et demie plus tard, il se dirige vers le bâtiment d'à côté où il discute avec des agents de la recette municipale, vérifie leur remplissage de fiches, recadre l'un avant de rejoindre une autre stagiaire, une informaticienne qui vient du Centre de formation professionnelle rapide de Garoua. Elle l'aide à faire des saisies dans SIM_ba, un progiciel offert aux communes par l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF). Avec cet outil d'aide à la décision que la commune utilise depuis mars 2013, il est en mesure de donner en temps réel la situation des engagements.

Revenu à son poste, il échange une nouvelle fois avec le maire revenu de la place des fêtes où était organisée la cérémonie de remise des épaulettes à certains éléments des forces de défense. La journée est loin d'être finie.◆

Adamaoua

Une journée passée avec …

Yacoubou Alim, le « général » de la commune de Ngan-Ha

Une pluie battante s'est abattue sur une bonne partie de la région de l'Adamaoua dans la nuit du 02 au 03 juillet 2014. Lorsque nous retrouvons Yacoubou Alim, il est à Ngangassaou, quelque part sur les 95 km qui séparent Ngaoundéré de Ngan-Ha. Il vit dans le chef lieu de région où sa famille est installée et fait plusieurs fois par semaine la navette entre les deux villes. C'est plus facile depuis quelques mois, car il utilise la moto offerte par le PNDP à sa commune.

Il est en bottes boueuses et son manteau est tacheté. Il a sécurisé son engin et emprunte notre 4 x 4. Plus de 45 minutes et deux barrières de pluies plus tard, nous arrivons à Ngan-Ha, petite bourgade qui a de la peine à ressembler à un arrondissement digne de ce nom. Il y a une brigade de gendarmerie, la sous-préfecture et la résidence du sous-préfet ont été construites, la commune née en 2007 de l'éclatement de l'ancienne commune rurale de Ngaoundéré, attend d'avoir son hôtel de ville. Justement un projet monté par Yacoubou Alim, d'un montant de 150 millions de FCFA et qui sera financé par le Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM), est déjà à Yaoundé, apprend-on.

« La route a fait l'objet d'un reprofilage sur financement du Budget d'Investissement Public», souligne M. Alim. Sinon, on aurait encore plus de mal et mis plus de temps. Un agent l'aide à descendre ses affaires. C'est étonnamment calme. La sous-préfecture, à un pas, est vide. On apprend cependant que le sous-préfet que nous rencontrerons sur le chemin du retour dans un véhicule totalement boueux revient d'une consultation en vue d'une succession dans un village qui a perdu son chef. A la mairie, seuls quatre agents sur les 20 permanents que compte la commune sont présents, mais aussi deux stagiaires de l'Institut Supérieur du Sahel de l'Université de Maroua. La commune en accueille depuis 2010. Et cette commune qui éprouve des difficultés à maintenir une insfrastructure d'électrification solaire, est heureuse d'avoir des étudiants en énergies renouvelables.

Vite, il prend connaissance des urgences, s'entretient au téléphone avec le 2e adjoint, puis il accueille des cadres du Peace Corps venus s'enquérir des besoins en ressources humaines du Centre de santé de Ngan-Ha. Ils envoient généralement pour une période de 2 ans du personnel médical. Au bout de quelques minutes chaleureuses, ils sont partis et le « SG » comme l'appelle le personnel communal reçoit encore plusieurs coups de fil. Puis en début d'après midi, il reçoit la liste de besoins du bureau d'état civil et en profite pour faire le point des enregistrements pour l'établissement des actes de naissance ainsi que des jugements supplétifs à finaliser avant de transmettre les souches d'actes de naissance établis au Tribunal de Grande Instance de Ngaoundéré. Ainsi apprend-il, 189 actes de naissance sont en cours de finalisation, 74 actes en instance depuis 2013 sont établis et, pour le compte de l'année en cours, 44 sont établis et 35 en cours. Vingt minutes plus tard, il a pu satisfaire une partie des besoins, priorité étant donnée aux besoins qui touchent le personnel. La commission paritaire d'avancement s'annonce pour la fin du mois et il faut être prêt.

A en croire son employeur, il est le premier arrivé au bureau (7h30) et le dernier (16h30 voire 18h00) à en partir. « Il a une forte capacité d'assimilation et d'anticipation », assure M. Nana Missa, le maire. Toutefois, « il gagnerait à s'améliorer en matière de recherche de partenariats et de coopération ».◆

Bio

Agé de 34 ans, Yacoubou Alim qui est originaire de Krouk-Tcholliré (département du Mayo Rey, région du Nord) est marié et père d'un enfant. Après l'obtention en 2008 à l'Université de Ngaoundéré d'un Master I en économie monétaire et bancaire, il acquiert un Master professionnel en Sciences sociales pour le développement à l'Université de Maroua (2011). Avant son recrutement à la commune de Ngan Ha (01 juillet 2011), il se frotte au développement local en tant que planificateur dans plusieurs communes de l'Adamaoua pour le compte de l'organisme d'appui local « Action Dix ».

Nana Missa,
Maire de Ngan-Ha

« J'ai peur qu'on me le prenne »

L'avènement des agents communaux recrutés avec l'appui du PNDP est salutaire. Yacoubou Alim est très utile à ma commune, de telle sorte qu'on le surexploite. Quand le SG était en poste, Yacoubou jouait le rôle de secrétaire particulier. Depuis l'indisponibilité puis la mort du Sg, il est devenu intérimaire. Il est très sollicité, y compris par d'autres communes qui rêvent de le débaucher. J'hésite d'ailleurs à le faire confirmer comme SG, car le risque est grand qu'on l'envoie ailleurs.

Adamaoua

Une journée passée avec …
Izak, le « blanc » de Martap

Bio

Né le 19 mai 1984 à Kouraye (département du Mayo Sava, région de l'Extrême Nord), Izak obtient un master I en sociologie du développement en 2009 à l'Université de Ngaoundéré après une licence obtenue une année avant. De 2009 à 2011, il est animateur en planification au sein de l'organisme d'appui local « Action Dix », une fonction qui lui donnera de découvrir la commune qui l'emploie depuis 2011. Mais entre temps, il se permet une escapade de 2010 à 2011, comme consultant indépendant en montage de projets, à Codas Caritas.

Il y a quelque chose qui frappe tout de suite lorsqu'on rencontre Izak, c'est son teint mât, l'éclat de sa chemise dans une commune aux allures de village et le remarquable entretien de la moto qu'il utilise. Celle-ci a été offerte à la commune de Martap en novembre 2012 pour faciliter son travail sur le terrain et pourtant on dirait qu'il l'a reçue dans le lot des motos de mars dernier. C'est que Izak est une espèce de « blanc », terme consacré dans toutes les langues vernaculaires du Cameroun, c'est-à-dire quelqu'un qui allie propreté, haute idée de son bagage intellectuel – il est titulaire d'un Master I en sociologie du développement – et haute exigence professionnelle.

Tenez : deux mois juste après son arrivée, en septembre 2011, il est nommé chef de service technique de la commune. Une nomination qui confirme à quel point son intégration a été facilitée par sa hiérarchie. « Tout de suite, j'ai eu un bureau et le maire m'a remis sa propre moto afin que je sillonne les recoins de la commune », confie-t-il.

Ce qui n'empêche pas quelques difficultés vécues sur les trois dernières années : l'absence d'électricité l'oblige à faire souvent le trajet éprouvant de 117 km jusqu'à Ngaoundéré pour faire des impressions ou des photocopies ; l'immensité de la commune avec des villages enclavés l'oblige à envisager un seul village par jour quand il réussit à se frayer une piste jusqu'à ces coins perdus ; les périodes de transhumance compliquent ses rapports avec les populations qui sont essentiellement des éleveurs.

Mais il en faut plus pour décourager Izak. Il est avec l'agent financier, un poids lourd de la commune. « Ce sont les seuls techniciens de ma commune, ils font un travail remarquable et je ne regrette pas de les avoir recrutés », souligne Iya Souleymanou, le maire. L'Agent Communal de Développement qu'il est commence sa journée à 7h30 et l'arrête à 15h30. Ses rencontres avec les populations sont calées sur les jours de marché périodique : le dimanche à Sebore Djangol, le lundi à Martap et le mercredi à Likok.

Quand nous le rencontrons le 04 juillet 2014, il revient de Yaoundé pour les examens liés à sa formation, sa journée commence par un tour au Centre de santé intégré de Martap où un chantier d'électrification est lancé. Il y rencontre les techniciens de l'entrepreneur qui lui annoncent que tout le matériel est arrivé, et que les poteaux seront installés dans les prochains jours. Lui s'en assure en allant vérifier dans le magasin du centre.

Par la suite, nous le suivons à Bobodji où sur financement du Budget d'Investissement Public (BIP), un bloc de deux salles de classe est construit. La date de la réception définitive approche et il a besoin d'informer le maire de l'état des lieux. Et en effet, il faudra saisir l'entrepreneur, car il a noté que les VRD sont légèrement endommagés à l'arrière et le vent menace de soulever les tôles à l'arrière. Par ailleurs, il manque des ampoules dans la véranda.

Au moment où nous nous séparons, il doit prolonger son trajet de 5 km jusqu'à Sarmbale où il doit visiter un site de construction de 2 blocs de salles de classe toujours sur financement BIP. Quand à nous, nous reprenons le chemin de Ngaoundéré. Il ne faut pas rater le train.◆

Iya Souleymanou, Maire de Martap

« C'est un grand travailleur »

Il travaille beaucoup et bien. Tous les dossiers qui lui sont cotés sont menés à bien. Nous lui avons autorisé une formation sur les métiers de la ville à Yaoundé. J'espère vivement que cette formation pourra aider notre commune créée en 2007.

Adamaoua

Une journée passée avec ...

Oumoul Koulsoumi, femme discrète et appréciée à Ngaoundéré I

Avec sa silhouette d'adolescente, Oumoul Koulsoumi ne fait pas ses 32 ans. Et pourtant derrière sa discrétion et son sourire timide se cache une tête bien faite. En effet, elle prépare une thèse de doctorat/PhD à l'Université de Ngaoundéré où elle a obtenu en 2010 un master II en Géoscience et environnement.

Recrutée à la commune de Ngaoundéré I en juin 2011, elle n'a pas fait face à une difficulté particulière. Son intégration au sein des 21 personnes qui composent le personnel communal s'est fait sans heurts et la collaboration quotidienne est excellente.

Contrairement aux jours ordinaires où elle commence sa journée à 7h30 et l'achève à 15h30 voire 20 heures en cas d'urgence, lorsqu'elle nous reçoit le 05 juillet 2014, elle n'a qu'un rendez-vous de prévu : une descente conduite par le 2e adjoint au maire, Oumar Diallo, à Ngaoundaï où il est envisagé un microprojet de construction d'un dalot sur le Mayo Dondori. L'ouvrage desservira le principal bassin de production de Ngaoundéré qui s'étend de Marza jusqu'à Belel. Pour ce faire, une étude de faisabilité financée par la commune afin de bénéficier de l'allocation du PNDP doit se faire par le prestataire qui fait partie de l'équipe descendue sur le site.

Des photos prises, des données géo-référencées relevées, les échanges avec le Cadre chargé des infrastructures à la Cellule régionale de coordination de l'Adamaoua permettent d'envisager un découpage des besoins en deux requêtes : l'une pour le dalot avec des voies d'accès en amont et en aval de 300 mètres, et l'autre pour les 4 km de route entre la chefferie de Ngaoundaï et les abords du cours d'eau (avec caniveaux, buses et purge des bourbiers).

Les rares difficultés vécues par Oumoul Koulsoumi depuis trois ans ont porté sur le déplacement et les moyens de travail. Pour le premier point, la commune a reçu une moto de type Yamaha AG 100 en mars et elle a tout de suite servi, car dès le premier mois, elle a permis de doubler le montant des recouvrements qui sont passés de 500 000 FCFA à plus d'un million. Quant au deuxième point, elle n'a plus besoin d'utiliser son ordinateur personnel, car le PNDP a doté la commune d'un ordinateur complet ainsi que d'un GPS dont l'utilité quotidienne, assure-t-elle, n'est plus à démontrer.

Au cours de la semaine qui s'achève, elle a travaillé à la procédure de sélection du consultant pour le projet de Ngaoundal, puis à la réception de certaines fournitures des écoles publiques et aires de secours, ainsi qu'à la réception du matériel du bureau d'enregistrement des artisans. Par ailleurs, elle a préparé le comité technique communal de suivi du BIP dont une session se tiendra le 07 juillet, précédant de 48 heures, le sous-comité départemental et de 72 heures le comité départemental.

Le suivi des projets est le point fort de Mme Koulsoumi qui prépare dans les prochains jours la réception d'un ponceau à Mbideng sur financement BIP avant de se projeter sur la construction d'un hangar à Bamianga III, celle d'un ponceau à Sioutere et d'un bloc de maternelle à l'école publique du Centre d'Instruction des Forces Armées de Ngaoundéré (CIFAN).

Il est midi quand nous nous séparons. Elle se prépare à rentrer. Certes, elle réussit à concilier vie privée et vie professionnelle, mais cela suppose savoir profiter de tous les moments libres, car ils sont peu nombreux.◆

Bio

Mariée sans enfant, cette originaire de Ngaoundéré y a fait toutes ses études. Dès ses années de fac (2008-2011), elle est impliquée dans les activités de l'organisme d'appui local APROSPEN (Action pour la promotion de la santé publique et la protection de l'environnement). Cela lui donne une certaine aisance à travailler avec les populations. C'est ainsi qu'elle participe à l'élaboration et au suivi du Plan communal de Développement de sa commune avant d'y être recrutée. Elle a publié en 2010 « L'orpaillage et son influence sur le comportement et la culture des populations des sites d'exploitation : cas de quelques toponymes de la région du Nord Cameroun ».

Oumar Diallo,
2e Adjoint au Maire de Ngaoundéré I

« Elle fait un excellent travail »

Elle fait un excellent travail. Je crois qu'avec elle, notre commune a beaucoup progressé. Je crois aussi qu'avec le temps, elle se perfectionnera davantage.

Est

Une journée passée avec ...

Liliane Momdjo, militante du développement de Ndélélé

C'est en pleine séance de travail que Mme Liliane Momdjo, Agent Communal de Développement (ACD) de la commune de Ndélélé a débuté sa journée le 27 juin 2014. Elle donnait les directives à M. Hermann Atah Ndaya, Agent communautaire d'Hygiène de cette commune. Avec trois autres jeunes de la localité, ils viennent de suivre une formation de sensibilisation sur l'utilisation des latrines par les populations. La phase pratique est imminente, explique l'ACD, au terme des 30 minutes d'échange.

Avant de nous dévoiler son agenda journalier, elle précise quelques projets en cours d'élaboration : la construction d'un marché frontalier non loin de la frontière avec la République Centrafricaine, le projet de la cacaoyère municipale dans le cadre du Programme de Développement Rural dans les bassins de production de Yola, Ndélélé et Mindourou. Il y a aussi une stratégie d'élaboration d'un fichier des usagers de l'énergie communale. Le but étant d'accroitre leur participation par une contribution financière de chaque ménage. Car jusqu'à ce jour, l'offre en énergie électrique est gratuite, la mairie assumant seule les coûts des factures de carburant.

En attendant la phase pratique de ces projets, l'ACD sillonne les différents villages de la commune pour faire des diagnostics mais davantage le suivi évaluation. Pour ce faire, elle a besoin du service d'un accompagnateur pour l'aider à parcourir plus de 200 kilomètres sur la moto de marque Yamaha offerte par le Programme National de Développement Participatif (PNDP). Sur les premiers kilomètres qui séparent de la première escale, c'est bien elle qui est au guidon de son « deux roues ». Elle doit suivre l'évolution du chantier de construction de deux salles de classe à l'école publique de Soné. Il s'agit d'un projet inscrit dans le Budget d'Investissement Public. Elle donne des instructions sur le respect des délais, mais aussi la qualité des matériaux de construction. Elle scrute la résistance des parpaings. A cet effet, elle jauge l'adéquation entre le ciment et sable pour la fabrication des parpaings d'élévation des murs et du coffrage.

A 11 heures, le second arrêt a lieu à Aïto pour une séance de travail avec le Comité de Gestion (COGES) du point d'eau de ce village. M. Robert Ngama, le président de ce COGES est absent mais d'autres membres sont là. Ils présentent les doléances relatives à la réparation de la pompe à motricité humaine. Sur cette préoccupation, Mme Liliane Momdjo rassure : « ce microprojet est encore sous garantie. Il faut que l'entreprise prestataire vienne faire un diagnostic avant l'intervention de l'artisan réparateur ».

Et de poursuivre, « je m'active à ce que cela soit fait le plus tôt possible. Le maire lui-même va s'y mettre ». En attendant, il faut continuer à tenir les réunions, recommande-t-elle. Une fiche de suivi des réunions est remise à l'occasion pour la collecte des contributions financières mensuelles dédiées à l'entretien des ouvrages communaux. Le rendez-vous est pris dans une semaine. 26 minutes après, sur cette route en terre fréquentée par les grumiers, une autre escale a lieu au village Sangale. Ici encore les membres du COGES vaquent encore à leurs travaux champêtres. L'ACD s'entretient tout de même avec une maman entourée d'une dizaine d'enfants. Elle remet la fiche de suivi des réunions en expliquant en langue vernaculaire. Un autre rendez-vous est pris dans une semaine.

11h53, M. Joseph Doui, Secrétaire générale du COGES nous accueille au village Seingbot. L'échange est plus relevé puisque, M. Doui est aussi un des 04 Agents Communautaires d'Hygiène de la commune. Il revient d'ailleurs du terrain pour une sensibilisation. Concernant l'adduction d'eau, les populations informent que le précieux liquide a changé de couleur. D'autres parlent en Kako'o, la langue locale. Mme Momdjo note toutes ces préoccupations et insiste sur la transparence dans la collecte des fonds. « Il faut penser à ouvrir un compte lorsque le montant deviendra plus important », recommande-t-elle.

A Alanda, trente minutes plus tard, la gestion du point d'eau est un véritable problème. Le chef de village détient la clef du point d'eau. « C'est contraire aux recommandations » s'exclame Liliane Momdjo. En l'absence du chef de village, elle recueille les avis. Dans ce microprojet construit avec l'appui du PNDP en décembre 2013, seuls 05 ménages ont contribué pour l'entretien de l'ouvrage.

A 13h10, elle accompagne les populations du village Dongongo au montage des projets susceptibles d'être financés dans le cadre du projet d'exploitation de la forêt communale située dans cette partie de la commune. La séance permet aux riverains d'élaborer des projets dignes d'améliorer les conditions de vie des populations. Cette formation organisée par la coopération allemande s'achève le lendemain, Mme Liliane Momdjo passera une journée de plus loin de la mairie, dont elle rêve d'une amélioration significative du niveau de vie dans les prochaines années.◆

Bio

Naissance : 05 Octobre 1981 à Bertoua. 2005 : Bac C Collège adventiste Bertoua. 2010 : Maîtrise en Science Economique, Option Techniques quantitatives.
2005-2012 : Expérience professionnelle au sein de l'association Jeunesse Verte, Yaoundé. 2012- Février 2013 : Stage professionnelle au Cabinet d'assistance en gestion aux entreprises et d'étude de projet, Yaoundé.
Depuis Févier 2013 : Agent Communal de Développement de la Commune de Ndélélé.

Raymond Mbossi,
Maire de Ndélélé

« Elle est très dynamique »

L'Agent Communal de Développement de notre commune est très dynamique. Elle m'accompagne dans le suivi de tous les projets quel que soit le bailleur de fonds. Aussitôt qu'elle a reçu la moto, elle s'est mise à apprendre à la conduire sous l'accompagnement du président communal du Conseil National de la Jeunesse.

Est

Une journée passée avec … Olivier Ndassim illustre l'approche « learning by doing » à Ngoura

Il faut du courage pour affronter les obstacles de la commune de Ngoura aussi bien en saison sèche qu'en saison de pluie comme M. Olivier Ndassim, l'ACD de cette commune située dans la région de l'Est l'a démontré le 28 juin 2014. Malgré la pluie, il a respecté son programme de travail auprès des populations. Dans son emploi de temps figurait la sensibilisation sur la Journée communale de propreté. Une initiative issue de la dernière délibération du conseil municipal où il a assuré le rôle de secrétaire de séance.

C'est donc en connaissance de l'importance des objectifs de cette initiative qu'il a parcouru quelque village de sa commune sur la moto Yamaha AG que le Programme National de Développement Participatif a mis à sa disposition en avril dernier. Premier arrêt le village Mbomba à quelques kilomètres de la Nationale N°1 qui rallie la République Centrafricaine en passant par Garoua-Boulaï. Les échanges se passent en langue locale, le Fufuldé. Après la remise de la lettre d'information du maire de la commune, l'ACD inspecte le point d'eau construit par l'ONG Premières Urgences, un partenaire de la commune. Le mur de protection de l'ouvrage est fait de brique de terre ce qui cause sa dégradation progressive. Il invite alors les populations à penser à un mur en béton. L'échange s'achève sur la doléance des populations. «Nous avons compris et la mairie va résoudre une bonne partie » traduit-il en Fulfuldé.

Le trajet se poursuit sur la Nationale N°1 que traversent les camions semi-remorques chargés de marchandises et de matériaux de constructions. A l'intersection entre la route bitumée et non bitumée qui mène vers la mairie, un autre courrier est remis aux populations à l'intention du chef de village. Certains tentent de dissuader l'ACD qui veut prendre le tronçon non bitumé long de 42 Km. Motivé par les performances de sa moto, M. Olivier Ndassim s'engage sur ce trajet qui s'avère au final être digne d'un parcours du combattant. La route mal entretenue est pleine de boue. Ce qui provoque de fréquentes chutes de l'ACD. Mais à chaque étape, il s'arrête et sensibilise les populations. Il met un point d'honneur sur le respect de la journée « c'est le premier jeudi de chaque mois, de 8 heures à 10 heures » hurle-t-il face aux populations des villages Ngouté, et Samba.

Dans ce dernier village, il entretient les populations sur un autre projet qui occupe son esprit dans le domaine agricole. Une tâche difficile au regard du penchant des populations vers l'élevage et l'exploitation artisanale de l'or. Heureusement, concernant l'élevage, la mairie a déjà construit un marché à bétail à Samba. C'est le plus grand pourvoyeur de fonds sous forme d'impôts libératoires dans la commune.

C'est à 17h34 mn que l'ACD arrive à la mairie de Ngoura, épuisé, recouvert de boue… Une séance de travail a lieu avec certains chefs de villages. Dans son bureau, l'ACD informe qu'il avait de nombreuses difficultés à exercer ses fonctions au début de son recrutement en 2011. A force de forger, je deviens forgeron explique-t-il. C'est pourquoi, il assure aussi les fonctions de Responsable du Bureau d'Enregistrement des Artisans de la commune de Ngoura. Il s'agit d'un service mis en place par le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat.

Le but est de produire un répertoire des acteurs exerçant des activités génératrices de revenus dans tous les domaines. « Pour la commune c'est aussi, une occasion de produire un fichier des contribuables dans le cadre de la fiscalité locale » renchérit l'ACD.

En termes de réalisation, il a suivi la construction du Parking à gros porteurs de Tongo Gandima. L'espace est une sorte d'aire de repos pouvant recevoir 30 à 40 gros porteurs. L'ACD assure également le suivi évaluation sur certains chantiers en cours ou déjà en exploitation. C'est le cas de l'école publique de la localité où il entretient un contact régulier avec le directeur, l'Association des Parents d'Elèves devenue à l'occasion Comité de Gestion de l'école pour assurer la sécurité et l'entretien des bâtiments malgré le départ en vacances.

Bio

Naissance : 12 Avril 1979 à Boumbouti, Arrondissement de Ngoura.
2005 : Bac A4 Espagnol, Lycée Scientifique de Bertoua. 2009 : Licence es Lettres, Université de Yaoundé 1.
2009-2011 : Enseignant vacataire dans plusieurs établissements publics et privés.
2011 : Agent Communal de Développement de la commune de Ngoura.
Depuis Septembre 2013 : en cours de recrutement à la commune de Ngoura.

Michel Mada,
Maire de la commune de Ngoura

« L'ACD est le fait tout, mais il n'a pas de salaire »

Il a beaucoup de courage. Mais son travail est entravé par le Secrétaire général de la mairie. Malgré qu'il soit déjà en retraite, il continue à ne pas intégrer les Agents Communaux de Développement et l'Agent Financier dans la masse salariale de la commune. Leurs missions ne sont pas bien appréciées par le Secrétaire général de la mairie et le receveur municipal. Et pourtant l'ACD est le fait tout, mais il n'a pas de salaire.

Mais, la principale attente de M. Olivier Ndassim est de mettre en place un réseau d'électrification rurale dans sa commune. C'est pourquoi à côté des partenaires traditionnels, il a porté son regard vers la diaspora. Il est donc en cours de négociation avec M. Patrick Mballa, originaire de Boumbouti, un village de la commune qui a procédé à l'électrification de ce coin de la commune à partir d'une installation solaire. Comme ça marche là-bas, il faut étendre dans toute la commune explique avec espoir l'ACD. Ce projet villageois porte bien son nom MOSAME-TRUST, pour dire bonjour en Baya, une des langues locales. Des jours nouveaux dont rêve M. Olivier Ndassim qui vient de rejoindre la Nationale N°1 à 02 heures sous un froid glacial après avoir surmonté les obstacles de la route lourdement enclavée de sa commune.◆

Est

Une journée passée avec ...

Francis Amougou Messo, Chef service de l'Assiette fiscale à Ketté

« Je n'ai pas encore dévoilé toutes mes compétences au sein de la commune de Ketté. Je le ferai au fur et à mesure que durera ma présence à la mairie ». Ainsi s'exprime M. Francis Amougou Messo, quarante ans, qui exerce au sein de cette institution communale depuis le mois de juillet 2011. De l'ambition, il en a si l'on s'en tient aux initiatives prises dans un premier temps dans l'esprit des Termes de références de son recrutement à la suite d'un partenariat entre le Programme National de Développement Participatif (PNDP) et la commune de Ketté.

Concrètement, chiffres à l'appui, Francis Amougou Messo estime avoir impulsé une révolution dans la gestion financière de sa commune. « La première action dès mon arrivée à consister en la définition d'une stratégie de sécurisation des recettes» confie avec fierté le Chef de service de l'Assiette fiscale depuis le 1er janvier 2014. Le premier acte en la matière, se souvient M. Amougou, consistait en une enquête de terrain afin d'évaluer véritablement le nombre de contribuables potentiels. A l'issue de ce parcours dans différents points de cette commune frontalière à la République Centrafricaine, un fichier des contribuables a été dressé, informe-t-il.

Le but étant d'avoir des estimations les plus proches du terrain au cours de la collecte. D'ailleurs, nous avons rencontré une équipe de collecte des droits de place sur l'un des marchés situé à proximité du télé-centre communautaire non loin de la mairie le 26 juin dernier. « J'ai déjà donné les instructions à cette équipe. Sans être sur le terrain, j'ai une connaissance parfaite du nombre de commerçants qui fréquentent ce marché hebdomadaire. Ce qui évite des faux recouvrements» explique-t-il.

Plus de recettes

Ces droits de place sur les marchés associés à l'impôt libératoire constituent les principales sources de revenus de cette commune non forestière de la région de l'Est pourtant riche en essence. « Il faut donc avoir une capacité particulière de collecte » recommande-t-il à un membre de la « police municipale ». M. Amougou affirme d'ailleurs que cette rigueur a permis d'accroître véritablement les contributions de ces impôts dans le compte administratif.

Tenez, partant de la période 2006 à 2011 où l'impôt libératoire annuel s'élevait à 6 millions de FCFA, l'ancien étudiant au cycle de Brevet de technicien de l'Institut Siantou à Yaoundé affirme tout souriant, et en parcourant le compte administratif de 2012 que le niveau de recouvrement est passé à 16 millions de FCFA. Et de poursuivre que l'impôt libératoire est de 15 millions de FCFA en 2013. Cette légère baisse, explique-t-il est le résultat de l'arrêt de l'exploitation artisanale de l'or dans certains sites de la commune.

La compensation pourrait être faite dans d'autres secteurs comme le transport public. Ici, une stratégie a lieu au sein de la mairie pour assurer une collecte efficiente, face à la difficile collaboration des propriétaires des 114 motos et des 47 taxis impliqués dans le transport public. Un échange informel a d'ailleurs eu lieu le 26 juin dernier sur la question avec les éléments de la gendarmerie. Selon l'ACF, l'accent sera mis pour la collecte de cet impôt qui s'élève à 3000 FCFA par trimestre.

Tout comme dans le secteur de l'élevage au niveau du marché transfrontalier de Gbiti. Ce lieu de vente du bétail constitue une niche de ressources pour la commune en contribuant à hauteur de 50% du poids total de l'impôt libératoire. M. Amougou pense aussi s'intéresser dans les prochains jours à la taxe sur la transhumance. « J'ai fait des propositions au maire, je pense aussi que la Sous-préfecture va nous accompagner sur le terrain » informe l'ACF.

Le but étant d'améliorer le budget communal. Les comptes administratifs de 2009, 2010 étaient respectivement de 85 et 94 millions de FCFA. Depuis 2011, année du recrutement de l'ACF, il est passé à 164 millions de FCFA. En 2012, il était de 316 millions de FCFA grâce à un apport financier du PNDP à cette commune explique M. Amougou.

Gestion informatisée

Pour l'exercice 2014, les prévisions portent le budget à 363 millions de F CFA dont 62% pour l'investissement et 38% pour le fonctionnement. Là aussi, M. Amougou entend jouer un rôle au regard des nouvelles compétences que vient de lui donner Emmanuel Gbanga, maire de la commune. En effet, en plus de s'occuper de l'accroissement des recettes, l'ACF recruté définitivement comme personnel de la commune en juillet 2013 devra avoir un droit de regard sur la « qualité de la dépense ». C'est pourquoi, il assiste à toutes les réunions de planification du développement local.

Ce niveau de responsabilité impose une stratégie de travail particulière. M. Amougou la repose sur l'informatisation du système de gestion, l'une des exigences des Termes de références de son recrutement. A ce jour, il affirme avoir produit un programme Excel de «Suivi budgétaire » qui permet au maire de suivre l'exécution budgétaire en recettes et en dépenses au quotidien. Il avait déjà élaboré un autre programme Excel « BPAIE » pour calculer les salaires de sa commune. Le troisième qu'il a mis à la disposition de l'ensemble des communes de la région de l'Est s'appelle « MESSOCOMPTA », le but est de tenir les deux journaux de la comptabilité de manière informatisée. L'amorce d'une révolution dans le domaine.◆

Bio

Né en 1974
Formation : Bac G2, et 02 années d'étude à l'Institut Supérieur Siantou de Yaoundé
2001 : Magasinier dans une société forestière à Ndeng, Yokadouma.
2003-2005 : Assistant de direction à la Fédération des planteurs de tabac, sur financement PPTE, Bertoua
2005 : Formation en gestion informatique, Douala.
2006-2011 : Codas Caritas Batouri: Projet Forêt communautaire sur financement PPTE en partenariat avec Catholic Relief Service (CRS).
Juillet 2011 – Juillet 2013: Agent Communal Financier commune de Ketté en partenariat avec le Programme National de Développement Participatif
Depuis Juillet 2013 : Chef Service de l'Assiette Fiscale, Commune de Ketté.

South West

A day spent with …

Enjema Luma Etimbe, making Buea residents masters of their experience

June 26. It is 8:00 am and the former Buea Council building reeks of a deafening silence which, to say the least, is very profound. The council moved house more than six months ago to a plush new edifice at the administrative quarters of the city.

You would, however, be making an enormous gaffe thinking the former council building has sank into complete desertedness. Far from being an isolated place, the structure continues to house some of the key municipal services of the council, one of them being the Development Office.

Such unruffled atmosphere is apt for clear thinking when one bears the brunt of brooding everyday about the development needs of the heterogeneous lot that is the people of Buea.

The bubble of calm in which the Development Office is enveloped is occasionally pierced by nimble fingers hard at work on computer keyboards or the rustling of papers from the plies of documents on the desks.

Some civilities are exchanged and the wide and contagious smiles on the faces of Enjema Etimbe Luma and her two colleagues temporarily clear the air of all the seriousness that filled the room. Don't they say Buea is the town of legendary hospitality?

For the past three years that Enjema has been Development Officer here, great changes are perceptible in the town, especially in the very remote areas on the fringes of the municipality.

Grassroots communities know what they want and are fully involved as communities in planning their own lives and activities at the development programs and process, she says.

Her dose of the day's job won't be taking her out of the office to the field like it did the past couple of days. In effect, she visited Bwitingi where the Council liaised with the PNDP to construct two classrooms and a stand tap at Government School Bwitingi. She also steered the recent handing over of two classrooms, a toilet and stand tap to the Bwiyuku community. A similar development drive took her to Ndongo not long ago.

But for the day, stress is being laid on preparing documents in relation to the 2015 Public Investment Budget. "Self-interest moves people most," the 34 year-old holder of two certificates in development-related fields notes. "We are most motivated to act when what we value most is threatened."

It is such stark realization of truth that has made Enjema to place a premium on grassroots organizing as the Council looks into the list of priority projects in the running for inclusion in the upcoming Public Investment Budget.

She would spend the most part of the rest of the day tying the last knots and bolts to the value based selection process where people were brought together to act in the interests of their communities and common goals.◆

Profile

Born on 27 September 1980, Enjema Etimbe Luma epse Nkeme is a woman with a strong interest in the field of community development with rich practical experience and strong leadership skills in managing diversity and rural development projects. This native of Buea bagged a certificate in project planning and management in 2008 and a diploma in development studies the following year. With 3 years and counting of Rural Development and Development Evaluation experience under her belt, Enjema formerly worked as Project Coordinator for the Justice and Peace Commission of the Diocese of Buea where she principally designed and implemented projects that hinged on community education and the training of local follow-up committees. She also worked with vulnerable groups in the fight against child trafficking within the diocese.

Ekema Patrick Esunge, Mayor of Buea

" She has made grassroots people understand they can make a difference"

These days, there are myriad problems that affect, and sometimes paralyze communities, often leaving them feel powerless to change a system which seems too vast to navigate and too bureaucratic to care. This is where Enjema comes in. She has made the grassroots people understand they actually have the power to make a difference. Many have found hope in her work thanks to the PNDP's guidance, which helps people transform that feeling of powerlessness into action."

South West

A day spent with …

Okenye Patrick Anoh, conquering marshy challenges in Bamusso

Profile

Okenye Patrick Anoh holds a degree in Geography and Environmental Management from the University of Dschang. He joined the Bamusso Council as Council Development Officer in 2011 after working in rural development and project management with the GIZ and other NGOs.

Etongo Grace Mbeng, Mayor of Bamusso

"He is close to the villagers"

He does a lot of visits to the grassroots. There is nothing we do that does not get him close to the villagers. And they are happy to be included in the development process of their community. Local project management committees he regularly works with ensure those projects are properly executed and managed sustainably after completion.

He goes to bed every night with the development needs of over thirty-five thousand people making his heart throb. "When day eventually breaks, his heart continues to thump to the same rhythm", Anoh's colleagues say of him.

It has been so since the holder of a degree in Geography and Environmental Management from the University of Dschang was named Council Development Officer (CDO) for the Bamusso Municipality. That was in August 2011, following a stint with the GIZ which visibly permitted him to amass a wealth of experience in the domain of grassroots development.

On Friday, June 27, 2014 at the close of a local governance and development seminar Anoh had been attending in Buea, he sets off with us on the over five-hour drive to his base, Bamusso. On the road he gets to work. Like he says he does every other day, he begins by looking through his list of the municipality's difficulties that urgently need solutions. He enumerates and explains them before taking in a deep breath when his eyes settle on two items that top the day's list of priorities.

"Following my appointment the Council has been able, with the participation of Bamusso inhabitants, to identify the community's assets, needs, opportunities, rights and responsibilities with considerable success. By planning together what we want to achieve and by taking proper actions, a chain of gains have been made."

But development needs will always exist. First, Anoh needs to be at the forefront of seeking sustainable solutions to the wanton felling of mangrove trees by the inhabitants of the maritime part of the municipality before fish stocks are completely depleted and rising sea levels totally submerge the maritime portion of the municipality.

Second, he is also on the prowl for the electrification of the community which spans 885 km^2 and is for the most part not connected to the national electricity grid. As a result, Anoh is actively on the trail of donors who could bankroll the construction of a 100 Megawatts hydropower facility at the Ekombe Falls. But the former is not on his list for the day. The day is reserved for addressing the mangrove question.

At Illoani in mainland Bamusso, Anoh quickly finishes off communicating with partners to the municipality's development via phone and the internet before we venture into the zone where phone and internet signals are practically inexistent.

The bumpy ride for the 4x4 pickup truck ends at Boa Camp. The next part of the trip, an over five-kilometre trek through marshy and narrow footpaths through bamboo forests, will lead us to Boa Beach where a boat takes us to the maritime section of the municipality.

During the ten-minute boat ride through the creeks, Anoh shows swathes of mangrove forests felled for fuel wood and for construction by the largely fishing population that resides on the maritime part of the municipality. As we get closer to the shores, the effects of the encroachment of a rising sea become even more clear and real.

The roots of the mangroves are breeding havens for the fish which the local people depend on for their livelihoods. Year in year out the gut out chunks of mangrove to smoke their catch, the only feasible way fish can be preserved on the enclave that lacks electricity. As a result fish stocks have been falling steeply and sea levels have been rising too.

"The building which used to stand here has been washed away", Anoh says as he motions to the remnants of what used to be a house.

He then engages the locals in an exchange on the aggravating situation and on the dangers of deforestation; a sort of collective quest for a remedy. But the locals, mostly uneducated, would not understand Anoh's explanation of the link between fish, mangrove trees and rising sea levels. They even stop him from taking pictures of them near a pile of freshly harvested mangrove logs.

At the end of the day Anoh has gathered facts that will add clout to his report the festering and gory situation.◆

South West

A day spent with...

Sirri Awasom Fru, looking into the numbers in Buea

After a stellar academic career which saw her scoop qualifications from as far off as the United Kingdom and work experience in The Gambia, destiny said the 27 year old must put her skills to work back home.

To sum up her mission at the Buea municipality, the Council Financial Officer provides, within the statutory framework, effective financial accounting advice, sets and maintains high financial standards and controls in the area of local government finance, to all levels of government and stakeholders, to benefit the community.

When Sirri first took up her position three years ago, approximately 1500 tax payers were on the municipality's records. Today, the figure stands at over 2000. Without intending to discard the point that towns must naturally witness growth, the increase could be attributed to the switch from the manual accounting system to a computerized one which she championed.

Current revenue rates fluctuate between 70 and 80 per cent as against 40 to 60 per cent in 2011. She organized workshops where council staff was trained to be able to use computerized accounting systems and analyse all transactions to ease justification especially for the areas of donors.

Sirri says she has been able to assist in putting up a comprehensive Communal Development Plan, improve on council's budgetary system, and step up revenue, accounting, computerization and other activities for the good of the council.

When on June 27 Les Echos du PNDP meets Sirri, she is busy with building the framework for her monthly report with the first facts gathered on that day. The monthly reports normally include accounts of her follow up of procurement procedures, reports from toll collectors, building permits, and volunteers deployed to various zones for controls of unregistered construction sites.

She then heads to the taxation office not without ensuring that all finances leaving and coming into the council's coffers are appropriately recorded. A good chunk of her job involves explaining to tax payers, the council's creditors and debtors the nature of documents they need for their financial transactions to pull through.

She says she is proud of the newly-established tradition of fiscal transparency, within the council and will work to sustain it.◆

Profile

Born on September 15 1986, Sirri Awasom holds a bachelor's degree in Accounting from the University of Buea obtained in 2008. She worked in Banjul, The Gambia shortly after undergraduate studies before returning to Cameroon to take up the job of imports operations officer with international agro industrial firm. She also taught subjects like accounting principles, risk management and international finance, financial management and banking practice at the Banjul Institute of Professional Studies (BIPS) in The Gambia. She has been Council Financial Officer for the Buea Council since August 2011.

Ekema Patrick Esunge,
Mayor of Buea

"She should keep up the good work"

She was recruited by the council to stir up the PNDP-Council project. She has continued to play a vital role in the council since she was absorbed. And I expect that further assignments or commitments continue to prove that the partnership between the council and the PNDP is not futile. The finance officer must remember that transformation and change are not limited to specific time frames; they must become part of our daily tasks. The value of one's career is never measured by what you put in or get out, but by what you leave behind for the next generation to build on. So I say she should keep up the good work.

Centre

Une journée passée avec ...

Jean Emile Nouga Ngom, l'ouvrier laborieux de Matomb

Bio

Jean Emile NOUGA NGOM est un jeune camerounais de 38 ans, marié et père de 02 enfants. Il a obtenu un Baccalaureat A4 All au Lycée de Bot-Makak en 1999, une Licence en Philosophie à l'Université de Yaoundé I, une Maîtrise en Sciences Politiques à Yaoundé II, un Diplôme d'Etudes Professionnelles Approfondies en Planification et Gestion des Projets à l'IFD-CODEV à Yaoundé. Il prépare actuellement un Master Professionnel en Management des Collectivités Territoriales Décentralisées à L'ISMP de Yaoundé. Il a suivi pas mal de séminaires de renforcement des capacités organisés par le PNDP.

La petite ville de Matomb peine encore à se réveiller ce 27 juin 2014, à 7h30 que Jean Emile Nouga Ngom, Agent Communal de Développement (ACD), est déjà au bureau. Fait assez rare dans les petites localités. Chez cet ACD recruté le 1er juillet 2011, la conscience professionnelle n'est pas un simple slogan mais une réalité.

Une préoccupation constante : développer l'économie locale et créer des projets générateurs d'emplois. Il vient de boucler une tournée de deux semaines dans les 24 villages de cette commune de 650 km², située à 60 km de Yaoundé. Chaque trimestre, il soumet à la hiérarchie un plan de travail. L'ACD a fort à faire avec la redynamisation des Comités de Gestion des ouvrages au sein de la commune. Deux projets sont sur sa table: l'un sur l'Amélioration de la Production du Cacao (PACOM), l'autre sur l'Amélioration de la Production de la Banane Plantain. Il est question de doter la mairie d'une grosse pépinière communale ; d'organiser les paysans, les regrouper pour des ventes groupées, organiser les «Comités de routes», d'accompagner les populations dans la production et la commercialisation de leurs produits. L'un des défis est de réussir à prélever 25 FCFA sur tout régime de plantain qui sort des brousses. Or quatre villages de la localité écoulent au moins 100 000 régimes par an. On peut imaginer l'état de la route qu'empruntent régulièrement des camions venant parfois de la Guinée Equitoriale.

Avec l'agent financier, Etienne Eyoumé, arrivé en 2013, ils ont réalisé le fichier des contribuables qui se chiffrent à près de 1000 contribuables, dont 800 pour le volet agricole. Ceux-ci sont identifiés avec les superficies et les cultures effectuées. Il souligne qu'il y avait une profonde désaffection entre les populations et la municipalité, ce qui a changé avec l'arrivée des agents communaux.

Une réunion est prévue, à partir de midi, avec le Sous préfet et le maire, pour l'organisation des obsèques du 1er Adjoint au maire de Matomb, Nguidjol Mathieu. Cela donne le temps de réaliser quelques descentes programmées. Un échange rapide avec les membres du Comité de routes du village Mandoumba, pour évaluer le fonctionnement de la barrière installée pour les camions 10 roues qui entrent régulièrement charger du bois dans la zone. Accompagnés de l'ACF, nous prenons la route du village Manguen II à 20 km. Un bloc de 02 salles de classe et 03 blocs latrines ont été construits, avec l'appui du PNDP. Après la réception provisoire, il faut s'assurer que le bâtiment est prêt pour la réception définitive.

Le cap est ensuite mis sur le village Manyaï où la trésorière d'un Comité de Gestion (COGES) a signalé l'effondrement d'un pan du mur, du bureau du directeur de l'école primaire. Occasion idoine aussi pour voir si le prestataire qui avait la charge de corriger les imperfections du forage de cette école, construit avec l'appui du PNDP, s'est exécuté. La visite du forage équipé d'une pompe à motricité humaine montre que l'entrepreneur n'a pas toujours arrangé le portillon et mis l'anti bourbier. Heureusement sa retenue de garantie est toujours disponible et l'oblige à venir terminer le travail.

Le bureau du directeur de l'école publique de Manyaï ne paye pas de mine. En matériaux locaux, l'ACD constate que le mur droit s'est lézardé et fissuré par endroits. Heureusement qu'une enseignante présente sur les lieux a déjà pris soin de déplacer les documents du directeur vers un domicile privé. La visite prend fin car les agents communaux financier et de développement sont attendus à la réunion présidée par le Sous-prefet de la localité, relative à la préparation des obsèques du 1er Adjoint au maire.◆

Nyobe Nyobe, Maire Matomb

« Nous félicitons le PNDP d'avoir doté les mairies d'agents communaux »

Merci de me donner l'opportunité de m'exprimer sur les agents financiers et de développement de la commune. Je suis à mon premier mandat, mais mon prédécesseur travaillait déjà avec eux. Depuis que je suis là, je sens qu'ils sont disponibles, engagés, ils font des efforts pour apporter un plus à la commune. Nous félicitons le PNDP d'avoir eu l'idée de doter les communes des personnes de relais, entre les populations et l'exécutif que nous sommes.

Centre

Une journée passée avec …

Ambassa Manga, un travailleur infatigable à Obala

« Il y a des voitures mal garées en ville, tu n'as pas de sabots », lance l'un des occupants du Bureau du Service d'hygiène, dans lequel nous retrouvons Jean Emile Manga Ambassa, Agent Communal de Développement (ACD) de la commune d'Obala, ce 25 juin 2014. L'homme qui nous accueille est poli, pondéré, calme, expéditif, mais a déjà les traits tirés dès 9h du matin. Les demandes, exigences et sollicitations affluent de toutes parts.

Sa journée a commencé par la préparation d'une note à l'attention du maire. Celle-ci vise à trouver un point d'équilibre entre le devis élevé d'un ouvrage et la provision disponible. Tout en saisissant son document, il rappelle fermement, par téléphone, à un gestionnaire de station service qui attend son permis de bâtir, l'obligation de conformité au plan d'urbanisme. « Vous devez respecter l'écart de 5 mètres avec la route, pour la construction de votre station service », dira-t-il en substance. Quatre autres collègues partagent avec lui ce bureau, qui est l'objet d'un incessant va et vient.

Jean Emile Ambassa Manga doit se rendre au village Nkolbot, après le quartier Chauffeur. Sur instruction du Maire, il doit évaluer le niveau de dégradation d'un ponceau, récemment endommagé, et les mesures à prendre. En chemin, il nous explique que le travail d'un ACD va bien au-delà du job description défini lors du recrutement, et pour cause les agents communaux, dans la plupart des mairies, sont généralement les plus outillés. L'ACD nous cite, l'ensemble des projets sur lesquels la commune est engagé, avec les montants y afférents. Nous découvrons un travailleur infatigable, doté d'une très bonne mémoire. L'homme est content d'avoir contribué à l'augmentation du budget de la commune qui est passé de 500 millions de FCFA en 2011, à 800 millions de FCFA en 2014.

Sur les lieux, les blocs d'arbres qui constituaient la couche de base se sont disloqués, provoquant même la chute d'un camion dans le ruisseau. Premier constat et premier diagnostic : une buse métallique et deux têtes de buses (ouvrages maçonnés) seront nécessaires, tout autant que le reprofilage de la route, que la pluie a sérieusement dégradé depuis le dernier passage de l'agent.

Nous rejoignons la mairie pour prendre des partenaires d'une ONG internationale. Direction Efok, l'un des 82 villages de la commune. Ils étudient la possibilité d'installer un système d'alimentation à l'énergie solaire et de réfectionner des ouvrages d'hydrauliques. Trois sites sont donc visités. D'abord une station Scan Water à l'arrêt à Efok, une école primaire non loin de là et enfin le marché d'Obala. Une visite de sites, en prélude à une étude de faisabilité qui démarrera incessamment. Objectif final, relancer la station Scan Water ; électrifier l'école primaire du village Nkol Ondoa Ngouna, et fournir aux familles des lampes électriques rechargeables, pour les révisions des enfants le soir ; enfin mettre l'éclairage public au marché pour réduire les cas de vols récurrents.

A toutes ces étapes, le téléphone de M. Manga Ambassa n'arrête pas de sonner. « Il m'arrive de recevoir 30 appels par jour pour diverses sollicitations professionnelles ».

Bio

Jean Emile Manga Ambassa est né le 16 aout 1978 à Obala. De nationalité camerounaise, il est titulaire d'un diplôme d'Ingénieur des Travaux du Génie Rural, obtenu à l'Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics de Yaoundé en 2007. Celui qui prépare actuellement un master II en Gestion des Projets, Entrepreneuriat et Agribusiness, avait déjà passé haut la main un Baccalauréat en Menuiserie au Lycée Technique de Monatélé. Doté de bonnes connaissances dans le Génie Civil et l'hydraulique, il a participé à plusieurs séminaires de perfectionnement.

Nord 04°04.529 ; Est 011°33.132 ; Altitude 610m. Les chiffres n'ont aucun sens pour nous, mais l'Agent Communal tient un GPS dans sa main, orienté vers un réservoir d'eau récemment construit par la commune. L'ouvrage situé non loin de la mairie, n'était pas encore géo-référencé et renseigné dans le logiciel Pro-ADP fournit par le PNDP. Les coordonnées Nord et Est déterminent la position de l'ouvrage qui dès lors peut être retrouvé par n'importe qui. L'altitude quant à elle définit la position de l'ouvrage par rapport à la mer. C'est le dernier arrêt avant le retour au bureau, où l'ACD finalise rapidement un projet de convention qui doit les lier avec le génie militaire, pour la réfection des routes au sein de la commune.◆

Centre

Une journée passée avec …

Marie Clémentine Mendomo Effa, l'Amazone du progrès de Bikok

C'est au rez-de-chaussée du nouveau bâtiment R+1 de la mairie de Bikok, que tout visiteur retrouve Mme Mendomo Marie Clementine épouse Effa. Les cernes sous les yeux traduisent une légère fatigue, mais l'heure n'est pas au repos ce 26 juin 2014. Le lendemain est la date butoir fixée pour le dépôt, à la préfecture, des documents des comptes administratifs et de gestion de la commune, pour examen, en prélude au Conseil Municipal qui se tient une semaine plus tard. Elle doit donc procéder aux vérifications d'usage du document avant de procéder à l'impression des documents en 30 exemplaires.

Elle n'a donc pas le temps de se pencher, ce jour sur les mandats qui habituellement, constituent une grande part de son travail. Pas plus qu'elle n'a le temps de faire quelques descentes, si ce n'est pour vérifier certains travaux de cantonnage. Tout en procédant aux vérifications, elle nous explique que la mairie de Bikok manque cruellement de ressources. L'espace urbain communal comporte très peu de boutiques. Le marché périodique a lieu deux fois par semaine, le mercredi et le samedi uniquement de 5h30 à 6h 00. « Après il n' y a plus personne» explique-t-elle. La production est extrêmement faible, et la zone est un faible pôle d'attraction pour commerçants de divers ordres. Le quotidien de l'ACF est rythmé par le traitement des mandats qu'elle reçoit de l'ordonnateur. Le mandat qui est posé sur sa table n'étant pas timbré, elle ne peut transmettre le dossier chez le receveur.

Marie Effa Mendomo réussi à conserver un flegme et une certaine témérité. Même si son engagement a été légèrement refroidi par un « villageois », qui lors d'une descente de sensibilisation, à foncé sur elle avec son véhicule pick-up, en janvier 2013. Elle s'en sortira avec le bras en écharpe et l'auteur sera incarcéré après une plainte déposée par la mairie. Les risques du métier, elle connaît. Elle nous rappelle ainsi que parfois, les populations sont sortis avec les machettes pour en découdre avec le personnel communal. Comme projets, la commune possède 02 grandes cacaoyères dont l'une de 5 ha est en production et l'autre de 03 ha à produit un demi-sac l'année dernière, à cause du vol de cabosses par les populations, la plantation étant sur la route de Yaoundé.

Au rang des innovations, le prélèvement de la taxe sur les produits de carrière qui imposent le paiement de la somme de 2000 FCFA par camion qui entre dans la carrière. En 2012, on est passé de 100 000 FCFA d'entrées à 5 millions de francs FCFA pour cette taxe. Après son accident, et l'effet retentissant de la condamnation des auteurs, les acheteurs eux-mêmes viennent maintenant payer l'impôt libératoire pour l'achat du cacao.

La principale descente se fera à 18 km de la commune, où 02 équipes sont déployées depuis le début des vacances dans le cadre des stages. Elles doivent réaliser le cantonnage sur les quatre grands axes des groupements Oman-Meyila, Oman limite Ngoumou-Mbankomo, Evindissi et Bikop. Il est question de vérifier le niveau d'avancement des travaux pour le paiement de la quinzaine. Sanglée dans un joli tailleur, Mme Effa n'hésite pas à corriger certains manquements et à montrer l'exemple. Après vérification, les enfants peuvent être payés.

Retour à la mairie pour discuter avec le receveur municipal sur certains mandats qui lui ont été transmis. Mais également sur un dossier relatif aux «filles de joie» qui viennent régulièrement des grandes villes lors des campagnes cacaoyères pour contracter des «mariages» avec les producteurs de Cacao.◆

Bio

Mendomo Marie Clementine epouse Effa est née le 05 janvier 1975 à Nden. Elle se sent à l'aise dès qu'on parle de finances locales, comptabilité et marketing. Titulaire d'une Maîtrise en Science de Gestion obtenue à l'université de Yaoundé II. Elle a participé à plusieurs séminaires de formation sur le systèmes comptables et financiers des projets et programmes de développement, ainsi que l'autopromotion et les procédures de gestion au sein de ces organismes.

Mme Manga Ndongo épouse Mvondo, Maire de Bikok

« Ce sont des ressources très précieuses »

J'estime que ce sont des ressources très précieuses. Avant l'arrivée des Agents Communaux, j'étais presque seule à faire tout le travail. Depuis qu'ils sont là, le travail est bien reparti, c'est un travail en équipe qui est très productif. J'apprécie également du PNDP le fait que, de temps en temps, vous les invitiez pour le renforcement des capacités. En ce qui concerne mon agent financier, depuis qu'elle est là, les chiffres sont en nette progression. Je ne peux pas vous donner de chiffres mais elle contribue beaucoup à l'amélioration des ressources propres de la mairie. Il faut dire qu'elle a un certain tact et une certaine manière de parler aux populations qui fait que même s'ils ne donnent pas tout, ils donnent quand même quelque chose. Ce qui est déjà appréciable, quand on sait qu'avant, personne ne voulait rien payer.

Bio

Fabrice Bayard Eyango Ebwele, est né le 10 Mars 1986 à Yaoundé. Il est titulaire d'un diplôme d'ingénieur des Travaux de Génie Rural, obtenu en 2010 à l'Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics (ENSTP) de Yaoundé. L'agent de développement qui est titulaire d'un Baccalauréat C, prépare depuis 2013 un Master of Sciences in Water Management and Sanitation à la Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles (FASA) de Dschang – Cameroun. Le jeune homme a participé à plusieurs ateliers de formation organisés par le PNDP. Le fils du Moungo est passionné par le football.

Félicité Sidiki Manon,
Maire d'Eboné

« C'est la meilleure chose que j'ai trouvée en arrivant à la commune »

La meilleure chose que j'ai trouvée dans cette mairie en arrivant, c'est bien l'Agent de Développement. Pour situer la place de l'Agent de Développement, imaginez que vous arrivez dans un endroit où c'est l'obscurité totale et vous apercevez, un rayon de lumière. La présence de M. Eyangio m'aide beaucoup au quotidien. C'était quelque chose de bien pensé et de positif, surtout pour nos mairies en zone rurale où le personnel qualifié est une denrée rare. L'appui du PNDP est indispensable pour des communes comme les nôtres.

Littoral

Une journée passée avec …

Fabrice Eyango, débordant d'énergie à Eboné

Fabrice Eyango est Agent Communal de Développement (ACD) de la commune d'Ebone, à quelques encablures de la ville de Nkongsamba. Le jeune homme que nous rencontrons ce 02 juillet 2014, a les idées bien en place. A la question de savoir à quoi sert un ACD au sein d'une commune, la réponse fuse « produire de la richesse à travers des projets générateurs de revenus ». Le ton est donné et traduit la vision de cet ingénieur qui est en train de compléter son cursus à la FASA de Dschang.

Fabrice Eyango doit se rendre à la réunion mensuelle de suivi technique de l'avancement des projets financés tant par l'Etat que les partenaires divers, à la délégation départementale du MINEPAT à Nkongsamba. Pendant qu'il prépare ses documents, Il tient à nous faire partager sa conception du travail d'un ACD. Le jeune homme est volubile, disert, expressif. Pour lui, le Plan Communal de Développement (PCD) pour la commune c'est « la bible, le bréviaire. Avant ce document, on ne savait rien sur rien, qui fait quoi ? Que recouvrer ? Ou recouvrer ? Quand recouvrer ? Quel est le potentiel de la commune ? »

Sur la même lancée, il considère que le PNDP a permis, à l'administration centrale, d'avoir des points d'appui au sein des communes, pour pouvoir leur rendre compte et suivre l'évolution des projets. « Vous vous rendez compte, par exemple, que dans une délégation départementale des Travaux Publics, il n'y a pas une dizaine de personnels. Comment vont-ils suivre les projets dans le département du Moungo qui compte 13 communes ? Ce sont les agents de développement, recrutés par le PNDP, qui leur rendent compte de l'évolution des projets sur le terrain ».

Il souligne que la commune d'Ebone est très pauvre, les Centimes additionnels communaux (CAC) qu'elle reçoit constituent sa principale source de revenue, or ceux-ci sont très faibles. Le jeune homme ne nous laisse pas en placer une, on dirait le mont Cameroun en éruption. Pour lui, l'Etat a eu pleinement raison de fournir aux Collectivités Territoriales Décentralisées un acteur d'accompagnement de forte proximité, comme le PNDP. Quid des procédures rigoureuses du programme ? « Comparez une salle de classe construite par le PNDP, au sein de la commune et d'autres salles de classe, vous verrez que celles du PNDP prévoient des gouttières, des rampes d'accès pour handicapés etc ». Fabrice Eyango est en terrain connu, tout ingénieur des travaux publics qu'il est à la base. Ce qui lui a valu d'être nommé chef de service technique, de la mairie d'Ebone. Avant sa réunion, où il est chargé de faire le point de tous les projets de la mairie, tous partenaires et tous secteurs confondus, il a deux descentes de terrain rapides.

8 km sur une route pas très praticable en saison de pluies, nous arrivons à l'école publique du village Dombeng. La rencontre vise à évaluer les dispositions prises pour l'entretien, pendant les vacances, du bloc de 02 salles de classe, 03 latrines et 60 tables bancs nouvellement construits, avec l'appui du PNDP. Le bâtiment présente déjà des traces laissées par un ballon de football. Nous retournerons, au pas de course au marché de Ndoungue, où la mairie, toujours avec l'appui du PNDP, est en train de construire un hangar. Les travaux sont déjà réalisés à 90%, mais le jeune Eyango anticipe déjà par la préparation d'un Comité de Gestion (COGES). Ce jour, il a choisi d'expliquer aux jeunes de ce village comment fonctionne un Comité de Gestion et pourquoi il est important qu'ils s'impliquent activement dans la protection de cet ouvrage lorsqu'il sera achevé.◆

Littoral

Une journée passée avec ... Alvine Mariane Biene Andela, la «gazelle» du développement de Pouma

Le premier contact avec Alvine Biene Andela Mariane, Agent Communal de Développement (ACD) de la commune de Pouma étonne. On est tout de suite surpris de retrouver une jeune fille «occidentalisée», au look BCBG, dans une commune en zone rurale. Celle qui se surnomme la «gazelle» ne manque pas d'allant.

Ce 30 juin 2014 est exclusivement destiné aux descentes sur le terrain. La journée commence néanmoins par quelques tours d'apprenti dans la cour, sur la moto octroyée par le PNDP à la commune de Pouma, le 11 avril 2014 lors d'une cérémonie présidée par le gouverneur du Littoral.

Elle a prévu de faire les descentes en moto, mais son collègue qui l'accompagne, d'habitude a un empêchement. 16 km dans la brousse, et nous arrivons au village Ndjockong. La mairie y expérimente un projet d'électrification par énergie solaire. 03 maisons ont été ciblées pour la phase pilote. Quelques mois après l'installation, il est question pour l'ACD de Pouma, sur instructions du maire, d'évaluer le fonctionnement de l'infrastructure et le niveau de satisfaction des bénéficiaires. Sur place, deux petits panneaux solaires sont installés sur chacune des trois toitures. 02 maisons alimentées sur trois. La cause du problème est inconnue de l'occupant du 3ème domicile. Les bénéficiaires sont néanmoins extrêmement satisfaits. On apprend qu'avec ce système, les ampoules peuvent être allumées toute la journée, mais l'on ne peut regarder la télé que pendant quatre heures de temps maximum. Des notes sont prises et le cap est mis sur Sakbayeme.

Dans ce village, un forage équipé d'une pompe à motricité humaine, construit avec l'appui du PNDP, a été réceptionné quelques jours auparavant. L'ACD Biene Andela a choisi, de s'arrêter à ce point d'eau, en l'absence des membres du Comité de Gestion (COGES). Avec raison, car le portillon est grandement ouvert. Pourtant, l'ouvrage flambant neuf n'est sensé être ouvert que de 06h à 9h et de 16h à 18h. C'est dire si à ce rythme, l'ouvrage va très vite s'amortir. Elle sait déjà ce qu'elle va dire au COGES de cet ouvrage lors de sa prochaine visite. Le temps presse, car il faut rejoindre le village Logdikit.

Sur place, la mairie a expérimentée un projet porcin. 04 porcelets, deux males et deux femelles, ont été mis à la disposition de deux GIC, en plus des aliments. Les animaux ont déjà mis bas et chaque enclos a au moins 4 autres porcelets. L'ACD dira son mécontentement de voir que les porcs sont maigres et donc pas assez nourris, ce qui retarde l'extension du processus vers d'autres bénéficiaires. Elle prend rapidement des notes et nous mettons le cap sur Pouma.

L'école maternelle de Pouma, vient d'être réceptionnée provisoirement. Elle constate, avec satisfaction, que l'entrepreneur a ajouté les remblais et le grillage pour garantir la protection des enfants. Il faut dire que ces éléments ont été faits aux frais du prestataire. Ayant trop creusé le site de construction, l'école achevée devenait plutôt dangereuse pour des enfants de la maternelle. Nous n'avons pas le temps de marquer une pause, puisqu'il faut également vérifier que les chambres froides de l'usine à glace ont été mises sous tension au marché de Pouma.

Le projet, exécuté avec l'appui du PNDP, a permis d'obtenir une machine à glaçons et une machine à granulés, en plus de deux chambres froides. Les deux premières machines fonctionnent, en attendant le branchement électrique des deux chambres froides, qui vont permettre de conserver les denrées périssables. Les commerçants de Pouma et des villes environnantes, jusqu'à Edea, trépignent déjà d'impatience. Après une pause rafraichissante, Alvine Biene Andela, nous amène à la carrière de pierres du village Sockelle, quartier Songtep. Même si les artisans miniers livrent leur production au CAPAM, l'ACD voudrait voir dans quelle mesure la mairie pourrait bénéficier de cette exploitation sur ses terres. Elle nous explique vouloir comprendre le fonctionnement de cette grande carrière, afin d'envisager les externalités positives pour la mairie. C'est sur cette dernière note que nous prenons congé de l'intrépide gazelle, qui a hâte d'aller préparer le rapport qu'elle présentera à sa hiérarchie.◆

Bio

Alvine Mariane Biene Andela est née le 10 mars 1985 à Bafia. Titulaire d'une Licence en Sciences Economiques et de Gestion, d'un Master I dans la même filière, elle prépare actuellement un Master II en Environnement, Développement Durable et Changement Climatique à l'Université de Yaoundé I. Outre sa connaissance de la planification locale, elle a participé à de nombreuses formations organisées par le PNDP et par des partenaires internationaux.

Soman Francois,
Maire de Pouma

« L'agent de développement est très important »

La mise à disposition des agents communaux apporte beaucoup aux communes en zone rurale. L'Agent de Développement est très important, c'est un agent économique et vous savez quelle est la place de l'économie dans l'émancipation des collectivités territoriales décentralisées. Alvine Biene nous donne entièrement satisfaction. Il faut déjà admirer le fait qu'elle ait accepté de partir de la ville pour venir travailler au village. C'est une jeune fille qui a beaucoup de potentiel. Avec l'encadrement de ses ainés, elle va contribuer à porter haut les aspirations de la commune de Pouma.

Littoral

Une journée passée avec …

Georges Yannick Pfouga, le «logiciel» de la commune de Penja

C'est un passionné d'informatique et de finances que nous rencontrons, le 01er juillet 2014, au premier étage de la mairie de Penja. Son cahier de charges prescrit, entre autres, l'optimisation des ressources de la commune ; la mise en œuvre de l'informatisation des systèmes de gestion de la commune ; la proposition de mécanismes de collecte de la taxe communale. Lorsque nous entrons dans son bureau, il est en train de renseigner la base de données du logiciel de gestion comptable et budgétaire SIM_ba, offert par l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) et mis à la disposition des communes par le PNDP. Il ne tarit pas d'éloges sur les avantages du logiciel SIM_ba. Rapidité de traitement, fiabilité de l'information financière et budgétaire, archivage systématique de toute l'information financière et budgétaire, développement de bonnes habitudes de travail en matière de gestion financière. Le rapport d'utilisation du logiciel, qu'il a rédigé et soumis à qui de droit, présente de nombreux avantages. Pour lui, le logiciel a facilité la production du compte administratif de l'ordonnateur, en réduisant le temps de traitement et les erreurs de calcul. L'Agent Communal Financier (ACF) a été nommé en 2012, chef de service économique à la mairie de Njombé-Penja. Le Secrétaire Général de la commune suggérera d'ailleurs que le PNDP pense à offrir, aux secrétaires généraux de mairies, un package de formations équivalentes à celui des agents communaux pour une optimisation des résultats.

Sur sa table, et à portée de main, sont posés un ouvrage sur les finances locales, et la loi N°2009/019 du 15 décembre 2009, portant fiscalité locale. Même si la zone est fortement agricole, il consulte régulièrement ces documents pour ne pas perdre de vue l'objectif d'élargissement de l'assiette fiscale qui lui incombe. L'ACF veille au fonctionnement de sept petits marchés (2 marchés de fruits, le marché central, 2 petits marchés de fruits A et B, 2 marchés de bananes et légumes, un petit marché de fruits) que compte la commune de Penja. 07 percepteurs sont déployés dans chacun des marchés permanemment et quotidiennement.

Aujourd'hui, il est prévu une descente dans 3 des 7 marchés de la ville. Il est question de voir si les aspects socio-environnementaux, évoqués lors de son dernier passage, sont respectés, dans l'un des marchés et dans l'autre d'évaluer, avec le président du Comité de gestion, si les vendeurs sont toujours opposés au paiement d'un loyer mensuel de 2000 FCFA par comptoir. On se rendra compte sur place que les vivres continuent à être posés à même le sol, dans 2 marchés et que les commerçants proposent de payer 500 FCFA par mois pour un comptoir. Dans ce dernier cas, il se propose de suggérer au Maire l'installation des bouchers dans tout ce hangar, pour le rentabiliser. Un marché temporaire et spontané, qui s'est crée à un virage préoccupe aussi l'ACF, du fait de la dangerosité de cet axe.

Apres la brève tournée qu'il s'impose tous les mardis, avant la réunion hebdomadaire du mercredi qui réunit tous les percepteurs des différents marchés, l'ACF Pfouga Georges a prévu d'avoir un échange avec les responsables d'une carrière de gravier sur la route qui mène à Loum. Face à l'état des routes au sein de la commune. Sur place, le chef chantier explique le fonctionnement de la carrière de gravier. On peut retenir que la montagne est dynamité (en respectant évidemment tout le protocole standard de sécurité en la matière) les blocs de pierre sont chargés dans des camions qui les déversent dans un concasseur, chargé de broyer la pierre pour avoir au final du gravier. M. Pfouga écoute ces explications mais son esprit est ailleurs. Il étudie depuis quelques temps les possibilités de collaboration entre la mairie et la carrière. La praticabilité des routes à l'intérieur de la ville, en saison de pluies, étant difficile, l'utilisation, par la mairie des résidus pourrait permettre de résorber légèrement le problème. ◆

Bio

Pfouga Georges Yannick est né le 11 mai 1979 à Douala. L'Agent Communal Financier, depuis 2011, est titulaire d'une Licence Professionnelle en Informatique de Gestion obtenue à l'IPD de Douala. Ainsi que d'un diplôme de Cadre Technique de Développement. Il a achevé, en 2013, une formation en finances locales et mobilisation des ressources au CEFAM de Buea.

Jean Pierre Nkahack,
Maire de Penja

« Nous ne pouvons fonctionner sans ces agents »

C'est un sentiment de satisfaction, parce que nous nous rendons compte véritablement que ces agents sont bien formés. L'essentiel du travail qui est attendu d'eux est fait, contrairement aux autres agents de la mairie qui ne participent pas aux séminaires. Progressivement les suggestions sont en train d'être mises en œuvre, mais le premier constat est satisfaisant. J'ai à peine un an à la tête de la mairie, mais si je m'en tient aux recettes de la mairie à la même période, l'année dernière, je pense que l'évolution est satisfaisante.

North West

A day spent with …

Tatah Michael Mnulali, "rugged man" on rugged terrain

He's got the built akin to that of a rugged rugby player. Six feet tall and over, just what it takes to face the hilly terrain and deal with the chilly rainy season weather in Nkor where he plies his trade. Behind Tatah Michael Mnulali's jagged looks is a deep feeling of concern for his community. All these qualities have rendered his pursuit of self-development and community engagement unstoppable.

This father of four is not only Council Development Officer for Nkor but also the municipality's Communication Officer and Administrative Assistant to the mayor. He has dedicated the period spanning March to July this year, principally to scrupulously watching over the execution of the eighteen development projects emanating from the current Public Investment Budget.

On the morning of July 3 when Michael meets Les Echos du PNDP at his office, he has just returned from overseeing one of these projects; rehabilitation work on the ten kilometer stretch of road from Lassin to Mbinon in the peripheries of the hilly municipality.

But he is not losing sight of what he and the community's over 62, 000 inhabitants think is their most pressing need : electricity. Michael has been active seeking electrification for the 45 villages that make up Nkor at an estimated cost of 883 million FCFA.

Good news broke recently. Some of the villages have been earmarked for rural electrification by the competent government departments. What is more, Nkor Central was allocated 90 million FCFA so it can be tagged to the national electricity grid when the next Public Investment Budget is rolled out.

Again, a Christian charity was recently roped in to carry out a survey in the community in view of lighting it up with solar power. Nkor has also been able to secure assistance from the Ministry of Water and Energy to light up three of its villages using solar energy.

The 45-year-old who has led the Djottin Area Development Authority for the past eight years, would return to the field to supervise work on the Mbinon-Lassin road. On the way, the PNDP's 4x4 Toyota Hilux pick up truck boarded for the tour gets stuck in a quagmire.

Michael puts his community engagement skills to use and in less than no time the area is swarmed by energetic villagers. It takes about an hour and a half for the vehicle to be freed from the bog it was trapped in. It is a glimpse of the difficulties the CDO who has no personal means of transport faces especially in the rainy seasons during his outreach works. Michael worked with GP-DERUDEP as community facilitator for Nkor in 2008 before joining the council as development officer on July 1, 2011.

Nkor is an enclave cut off from the rest of Bui Division and the region by poor roads which could push inhabitants to seek refuge elsewhere. But Michael says he is not tempted to leave despite the difficulties.

He says he is contented with the job he does as it builds community and builds his capacity too. "We were given terms of reference upon employment but those terms change as time goes on because many things have been achieved, and novel needs have arisen", Michael says. "Meanwhile while those things that have not been achieved are being worked upon." ◆

Profile

Born on July 4, 1969 in Nkor, Michael readily delved into development after obtaining a degree in English from the University of Buea. Prior to be being named Council Development Officer for Nkor, he headed the Djottin Area Development Authority for six years. He also acted as facilitator for GP-DERUDEP projects in Nkor between 2008 and 2011. He is married and a father of four.

Bambo Pius Kiney, Deputy Mayor of Nkor Council

"He knows his job"

Since we took over the Nkor Council, I have found that we are lucky to have met a Council Developement Officer who actually knows his work. He has been active in showing us around the things we are supposed to know. He is carrying out his work faithfully and honestly.

North West

A day spent with …

Peglala Honorine Mohbo-oh, Babessi's "baby-faced" brain

The first impression we have of people when we meet them for the first time is not always the right impression. She has the looks and figure of a diffident school girl. But a chat with her about local government finance leaves one knowing she is not just the hesitant young woman she came across as during a first encounter.

Honorine is steeped deep in the intricate web that is local government, fiscal allocation, municipal revenue streams and social services.

Because the finances of local government dictate the pace of the administration of these entities, she says, the success or failure of any local government largely depends on financial resources available to the individual local authorities and the way these resources are utilized.

She has been the financial brain of the Babessi Council since July 18, 2011, serving as Council Financial, Officer and Chief of Bureau for Economy and Finance, a position to which she was just recently named.

When Les Echos du PNDP met her in her makeshift office in the morning of July 3, she had just returned from the Municipal Treasurer's office to deliver a report on the council's trial balances for the months of April and May.

While she waits the Municipal Treasurer's appraisal of the reports and possible requests that certain aspects be retouched, other tasks arrest her attention. She has got some jobbing orders to prepare after reviewing invoices and ordering that one of the municipality's contractors be paid.

As she works, she occasionally performs other tasks, as the need arises, on the instructions of the Mayor who is not on seat, any of his available deputies or the Municipal Treasurer.

On a daily basis, Honorine comes to work expecting to do one or more of the following : plan and advise the municipality on income generating activities, carry out procurements, oversee and report discrepancies in revenue and expenditure, keep council accounting records and prepare accounting documents.

The former marketing agent with a Bamenda-based ICT firm joined the council when it had hit a financial low as it lacked someone to champion its income generating drive. Today, the Council's adminitrative account stands at over 340 million FCFA thanks to new revenue streams crafted by the Council Financial Officer in collaboration with the Council Development Officer, Municipal Treasurer and other council personnel.

The municipality now has four market revenue collectors posted permanently at the community's various markets. This has considerably sealed conduits through which council revenue leaked previously,Honorine says.

Her filing system is in danger as result of leaking roofs at the Babessi Council. While the rainy season lasts, she relies mainly on storing data electronically. And this equipment too is not safe at the leakingcouncil building.

Also, some older staff members have difficulty accepting her in her newest role, head of the Bureau for Economy and Finance, probably due to her small stature and age. But she attests that some are, with the passage of time and the mayor's insistence, coming to the realization that teamwork and good results take precedence over all.◆

Profile

Peglala Honorine Mohbo-oh holds a certificate in Banking and Finance from the National Polytechnic Bambui, Bamenda. Prior to being appointed Council Financial Officer for Babessi Council, she worked in the marketing department of a Bamenda-based information and communication technologies (ICTs) firm.

Muh Evaristus Ambih, Municipal Treasurer of Babessi Council

"She has talent and expertise"

I just took office in February 2014 and for the short time I have been here, I think she is not doing badly. I have found out in so little time that she has talent and expertise that I too can exploit. Thanks especially to her endeavours certain mechanisms have been put in place that will certainly bring in change as far as revenue collection is concerned.

North West

A day spent with …

Erie Doh Muttia, giving development a clear voice in Bali

The suave gentleman has been branded by many an inhabitant in his native Bali as the community's roving development ambassador to the outside world. It becomes crystal clear why he got the tag when one listens to him use his honeyed baritone to confidently and passionately talk about his municipality.

Erie Doh Muttia is a proponent of the idea that community development is central to achieving the 'big society' vision when a community is given the chance to show what it can achieve. In that light he has been, with the participation of the community, crafting, monitoring and evaluating development projects in the municipality since 2011 when he stepped into the shoes of Council Development Officer.

On a daily basis, if Muttia is not on the field he is in his office weaving reports which will serve as feedback to partners like the National Community Driven Development Program (PNDP), some ministries and other funding bodies.

Early on July 3 when we meet him in the office he shares with the Council Financial Officer, he is busy drafting a presentation he will deliver later in the day when the municipality's follow up commission for 2014 Public Investment Budget projects meets.

Done with picking out salient points from past reports to include in his presentation, he makes a quick round to the Bali Main Market for a firsthand glimpse of how well the water extension project there is faring. The update will also serve him well during the upcoming presentation.

The market is now fully equipped with a water storage tank and wash hand basins. Unfortunately, Muttia notes, the structure with over 200 stalls and shops has still not been put to full use by the community. Traders have continued to run roadside stalls and shelves which clog traffic in the town. They fear their wares will be stolen in the unfenced market which has been vandalized on a couple of occasions. This has spurred the council to seek funds to build a fence around the market. The construction will begin soon, Muttia says. The list of projects realized since Muttia took office is quite long but it appears he will not rest until the market is fenced and a motor park built to decongest the streets of Bali.

At the close of the follow up commission's meeting, Muttia gets set to shuttle to Bafoussam. He has an appointment there with engineers to discuss technical aspects for the setting up of a cassava processing plant for the municipality. He will also negotiate for feasibility studies to be carried out which will help him write a report on the exact intention and nature of the plant. For now, all he knows is that it will cost approximately 3.6 billion FCFA. But he needs to be absolutely sure about the figures.

Muttia, with a grin of satisfaction, says in the beginning it seemed tough for older colleagues to accept his appointment and that of the Council Financial Officer. But they now see the "ambassador" and the Council Financial Officer as necessary tools in the era of decentralization ; when municipal staff must work as a team for genuine development to flourish.◆

Profile

Erie Doh Muttia graduated from the University of Buea in 2007 with a degree in Geography. After spending time with a construction firm mainly engaged in building grassroots development infrastructure, he was appointed Council Development Officer for Bali in 2011. He is currently pursuing postgraduate degree studies in Business Administration and Enterprise Development in the University of Bamenda.

Ngoh Ajong Sylvanus Dobgima,
Mayor of Bali

"An assiduous man"

I find him quite assiduous. He is somebody who is always ready to work and always executes his duty with excellence. From time to time I have delegated him to sit in for me during reception of projects, meetings and other assignments. And all along he has always reported back to me appropriately. Bali, like many communities across Cameroon, is grappling with complex interconnected problems that require new patterns of investment in their economic, social and community development. And Muttia has been bringing in just that since I took office as mayor.

Sud

Une journée passée avec ...

Sandrine Marcyves Ntolo, en quête de perfection dans les projets d'Oveng

Bio

Naissance : 30 Juin 1985,
2005 : Bac A4 Espagnol, Lycée Classique et moderne d'Ebolowa.
2009 : Maîtrise en Sciences économiques,
2010 : 7 mois, Temporaires à l'Agence comptable du Ministère de la Culture,
2010 : Suivi-Evaluation projet de sensibilisation sur le SIDA dans la région du Sud.
Août 2011 : Agent Communal de Développement de la commune d'Oveng.

Depuis 2011, l'Agent Communal de Développement (ACD) de la commune d'Oveng dans la région du Sud a fait de la bonne réalisation des projets son leitmotiv.

Elle a été recrutée grâce au partenariat entre la commune d'Oveng et le Programme National de Développement Participatif (PNDP) en août 2011. Mais son action sur le terrain est loin de se limiter aux microprojets financés par le PNDP. Mme Sandrine Marcyves Ntolo a en réalité compris que le développement de la localité viendra de la bonne réalisation des projets financés par tous les bailleurs de fonds de la commune. Elle le démontre sur le terrain par la rigueur qu'elle impose aux prestataires lors de la réalisation des projets.

A titre illustratif, l'ACD de la commune d'Oveng a bloqué le début de la mise en service du projet d'Adduction en Eau Potable et d'Assainissement en Milieu Rural (PAEPA-MRU) dans sa commune. La raison évoquée se trouve dans les malfaçons observées à la fin des travaux sur l'ouvrage. Au cours de la visite de ce château d'eau, dont la construction est financée par la Banque Africaine de Développement, le FEICOM et la commune, la cuve présente d'énormes fuites d'eau à plusieurs endroits. Informé de la descente de terrain de l'ACD, le responsable de l'entreprise prestataire tente de rassurer : « nous avons acheté le matériel de travail pour corriger les malfaçons ». En réponse, l'ACD martèle que son objectif est que la réception définitive ait lieu lorsqu'elle aura donné son Ok.

Cette ancienne diplômée de la Faculté des Sciences Economiques de l'Université de Yaoundé II, ne compte d'ailleurs pas se limiter à ce niveau. « J'ai un regard aujourd'hui vers le projet de construction du marché frontalier avec le Gabon » explique-t-elle. Le squelette de cette infrastructure marchande commence à se dessiner sur le terrain, et est situé à un jet de pierre du fleuve Ntem qui marque la frontière naturelle entre le Cameroun et le Gabon à Aboulou. L'ACD informe d'ailleurs qu'un pont sera construit sur ce fleuve, afin de faciliter la circulation des biens et des personnes.

Une parfaite maîtrise de la planification du développement dans la commune d'Oveng qui amène Mme Ntolo à parcourir de façon volontaire, malgré les difficultés dues au mauvais état de la route et à l'absence de moyen de locomotion, les coins et recoins du territoire communal. Elle sensibilise sur l'importance de l'agriculture, notamment le Programme d'Amélioration de la Compétitivité des Exploitations Familiales Agropastorales (ACEFA). A cet effet, elle entend accompagner la mutation des Groupes d'Initiatives Communes (GIC) en Coopératives. Les secteurs concernés sont la culture du cacao, du bananier plantain, des fruits divers.

C'est donc tout naturellement qu'elle s'appuie sur les Comités de Gestion des différents projets pour sensibiliser les populations, car pense-t-elle : « il ne faut pas que l'ouverture du nouveau marché frontalier produise les conditions d'immigration clandestine. Au contraire, il faut préparer les populations en leur présentant les opportunités à saisir pour impulser le développement local de la commune et améliorer les conditions de vie de chacun ». Une des attentes de Sandrine Ntolo en cours de confirmation au poste d'Agent de Développement à la 10ème catégorie 2ème échelon, est d'obtenir une moto pour parcourir à un rythme plus régulier les 25 villages encore enclavés de sa commune.◆

Samuel Ntelon Abiaya'a,
Maire d'Oveng

« L'ACD sera recruté pour poursuivre la planification du développement »

Le rôle d'une commune c'est l'amélioration du cadre et du niveau de vie des habitants. Dans notre cas, c'est l'Agent Communal de Développement qui est au cœur du dispositif de notre stratégie depuis un an que nous avons été élus. C'est elle qui est au contact régulier avec les populations. Elle fait des diagnostics en termes de besoins et attentes et vient nous proposer des pistes de solutions en fonction des sensibilités des populations et des réalités financières de la commune. En l'absence du Secrétaire général de la commune, c'est notre ACD qui est au cœur des tâches administratives. Nous allons lui apporter notre soutien par le recrutement d'au moins une assistante de direction pour penser à une refondation de notre commune qui connait des limites en matière de conservation des archives alors qu'elle est créée depuis 1995. Nous sommes sur la bonne voie et notre ACD sera recruté pour continuer le travail qu'elle a commencé grâce au partenariat avec le PNDP qui lui a garanti une rémunération continue pendant deux ans, à nous de prendre le relais.

Sud

Une journée passée avec …

Pierre Paul Amougou Manga, un « new comer » aux dents longues à Zoétélé

Recruté à la commune de Zoétélé comme Agent Communal de Développement (ACD) il y a à peine trois mois, M. Pierre Paul Amougou Manga se distingue par une forte connaissance des problèmes de développement local. Il y apporte des solutions adaptées au cas par cas.

Il est issu de la dernière vague de recrutement des Agents Communaux de Développement et Financiers, dans le cadre du partenariat entre le Programme National de Développement Participatif (PNDP) et 329 communes du Cameroun. Mais, il donne déjà satisfaction à l'ensemble de l'exécutif communal de la mairie de Zoétélé. C'est que M. Amougou Manga, nourrit le rêve de voir la commune se transformer comme les entités similaires étrangères. Il sait aussi que ce processus n'est qu'une question de volonté des leaders : « Quand vous voyez l'Europe développée c'est par l'action de ses leaders », rappelle-t-il en faisant allusion à la confiance qui se dégage de plus en plus dans sa collaboration avec le maire de sa commune.

Evidemment lorsqu'on apprécie la densité du travail effectué en trois mois dans la commune, entre autres, figurent : une enquête diagnostique dans les 56 villages que compte l'arrondissement de Zoétélé, l'identification des obstacles pour le développement des activités agricoles, la sensibilisation sur les procédures d'obtention des permis de construire, l'information des usagers de la route sur l'existence des taxes de stationnement… L'ensemble de cette activisme commence d'ailleurs à porter des fruits.

Jumelant les fonctions d'Agent Communal de Développement objet de son recrutement, M. Amougou Manga met aussi du sien dans la collecte des recettes en attendant le recrutement d'un Agent Communal Financier dans sa commune. C'est ainsi qu'il a rappelé à l'ordre deux entreprises de travaux publics ayant implantées leur base dans la commune depuis le premier trimestre 2014. Avant lui aucune autorité de la mairie ne voyait en cette présence une source de recettes. Et pourtant depuis le deuxième trimestre, grâce à une descente de terrain aux fins de sensibiliser les entreprises, la commune a pu recouvrer des recettes considérables. Notamment : 430 000 FCFA pour le compte du 2ème trimestre, et un versement de 470 000 FCFA pour le 3ème trimestre de l'année en cours.

C'est donc à juste titre que ce « new comer» dirige les missions de recouvrement de certains impôts dans la commune. Il était déjà sur le terrain pour sensibiliser les usagers sur les pratiques et la législation en matière d'urbanisme. Au terme d'une semaine, l'opération a permis à la commune de bénéficier de 600 000 FCFA provenant de la délivrance des certificats d'urbanisme et de salubrité, informe l'ACD qui participe à une séance de travail avec l'Organisme d'Appui Local retenu pour l'accompagnement des populations dans l'élaboration du Plan Communal de Développement.

M. Amougou Manga a déjà une idée de ses projets prioritaires. Car, depuis son arrivée, il a sillonné les villages de l'arrondissement. Des fiches personnalisées, village après village ont été dressées. Au final, pour l'ACD, l'axe stratégique de développement de Zoétélé se trouve dans l'agriculture. Les filières à fort potentiel sont le palmier à huile, la banane plantain, la banane douce, le cacao, le manioc et les autres cultures vivrières pour garantir l'autosuffisance alimentaire.

En termes de suivi évaluation, l'ACD de la commune de Zoétélé est sur le chantier d'extension de la mairie. Il attend la livraison des bureaux, dont le sien. Il assure aussi la conduite des projets relatifs à la réfection des pistes rurales. « C'est 214 Km de routes rurales lourdement enclavées » qui attendent le passage des engins, informe avec finesse l'ACD. Pour lui, il s'agit d'une des conditions pour la mise en valeur des productions des populations. C'est pourquoi, il a également pour ambition de faciliter l'accès aux intrants agricoles et créer à terme des marchés périodiques dans les centres ruraux. Des opportunités à exploiter en application des lois sur la fiscalité locale, afin d'améliorer les recettes de la commune.◆

Bio

Naissance : 02 Janvier 1987 à Sangmélima.
2010 : Licence en Administration et Gestion des entreprises, Université de Yaoundé 2,
2012 : Master II professionnel en Politiques Urbaines et des Collectivités Territoriales Décentralisées, Université de Yaoundé 2, 1ère Promotion,
2011 : 7 mois de stage à l'Institut National de Statistique, Enquête Démographique et de Santé, (23 Janvier 2011 au 23 Juillet 2011).
2013 : Agent Cartographe, Enquête sur le Tabac et Programme de distribution des moustiquaires.
Mars 2014 : Agent Communal de Développement de la commune de Zoétélé.

Odile Bikié Ngbwa,
Maire de Zoétélé

« L'ACD nous a ouvert les yeux dans plusieurs domaines »

C'est Dieu qui me l'a envoyé. C'est lui qui impulse désormais tout dans notre commune. Ce qu'il est entrain de faire sur le terrain est révolutionnaire. Il a participé à mes côtés à la tournée socioéconomique avec le Sous-préfet. Il a tout répertorié dans les 56 villages.
Dès son arrivée, ayant des connaissances poussées en urbanisme, il s'est engagé dans une sensibilisation des populations. Ce qui a permis l'entrée de nouvelles recettes dans nos caisses. Taxes sur le stationnement, taxes sur l'exploitation des carrières… cela n'était pas connu chez nous. Il nous a ouvert les yeux dans plusieurs domaines.

Sud

Une journée passée avec …

Cédric Afané et l'ambitieux projet d'autonomie financière de Biwong Bulu

L'Agent Communal Financier de la commune de Biwong Bulu dans la région du Sud est en passe de réussir une formule d'amélioration des recettes propres de la commune.

Bio

Naissance : 10 Avril 1984 à Sangmélima.
2009 : Licence en géographie, Université de Yaoundé I.
2010 : Master I en Démographie, Université de Yaoundé I.
2011 : Formation en Comptabilité et en Gestion des Ressources humaines, Institut supérieur de gestion, Yaoundé
2011 : Consultant dans un Organisme d'Appui local à Ebolowa
Janvier 2012 : Agent Communal Financier de la Commune de Biwong Bulu.

La particularité de la commune de Biwong Bulu est qu'elle ne dispose pas de marché. Un véritable obstacle donc pour la commune frileuse comme la plupart d'autres au Cameroun d'impôts libératoires et de droits de place dans les marchés… pour renflouer leurs caisses. Mais M. Cédric Afané est en passe de réussir l'exploit en améliorant les recettes propres de sa commune. La formule gagnante s'articule autour de la création de certaines taxes et le recouvrement des ressources de la commune à tous les lieux du pays.

Une taxe trimestrielle de 25 000 FCFA pour tout acheteur de Ndo'o, un produit culinaire très prisé dans la région du Sud et d'autres parties du Cameroun et même en dehors comme au Gabon et en Guinée Equatoriale où se trouvent aussi les Fang. Une taxe de 200.000 FCFA par an, pour tout acheteur de cacao dans ce bassin de production de la fève servant à la fabrication de plusieurs produits alimentaires et cosmétiques. Une autre taxe de 200 000 FCFA par an pour l'exploitation « anarchique » du bois dans cette partie forestière du Cameroun. Tout est dit. L'ambition de l'ACF de la commune de Biwong Bulu est de produire des ressources financières pour le fonctionnement de la mairie.

Une action qui a d'ailleurs porté des fruits en 2012. A la suite d'une mission d'inspection à Yaoundé pour l'authentification des pièces comptables relatives au recouvrement pour l'exploitation d'une RFA entre 2010, 2011 et 1er trimestre 2012, l'ACF ne comprenait pas pourquoi les fonds n'arrivaient pas dans les caisses de sa commune. La séance de travail avec l'exploitant forestier a permis un échange de quittances de reversement au trésor public de la redevance forestière. Au final, après avoir dénoué l'écheveau, la commune de Biwong Bulu a pu bénéficier d'un virement de sa redevance forestière à hauteur de plus de 100 millions de FCFA informe, tout souriant M. Afané dans son bureau en cours d'aménagement au sein de la mairie de Biwong Bulu.

Pour participer à l'amélioration des recettes fiscales, de l'expérience issue du cumul du poste d'ACF et d'Agent Communal de Développement de janvier 2012 à mai 2013, en collaboration avec l'exécutif communal, le financement du projet du Champ semencier de manioc est en cours. Il s'agit d'une exploitation de 10 hectares dont le coût global à terme est d'un million de FCFA par hectare soit une projection de 10 millions de FCFA. L'ambition est de produire un manioc industriel pour servir de matière première à l'usine de transformation de manioc de Sangmélima.

Concrètement, selon les explications de l'ACF, la commune entend procéder à la vente des boutures aux agriculteurs des régions du Sud. Une bouture de 30 centimètres coutera 25 FCFA tandis que les tubercules reviendront à 57 FCFA le Kg explique M. Efané après les simulations faites avec les responsables de l'usine de transformation du manioc de Sangmélima.

Au niveau local, il est question de lever les fonds pour la construction d'un marché moderne de 50 boutiques, au cœur du centre administratif dominé par le nouveau bâtiment de la Sous-préfecture et de la résidence du Sous-préfet de l'arrondissement de Biyong Bulu. L'ACF mène aussi sur le terrain des campagnes de sensibilisation sur le lancement des marchés périodiques spécialisés en fonction des variétés. Le but est de créer les conditions d'amélioration de l'économie locale tout en créant des niches fiscales pour la commune.

M. Afané exporte d'ailleurs ce savoir faire dans d'autres communes de la région du Sud, grâce à sa maîtrise des logiciels comptables. Seul défi aujourd'hui est que le traitement salarial suive le contrat de performance qu'il s'attèle au quotidien à améliorer. Pour preuve il affirme que d'un budget irréaliste avant son arrivée, on est passé à des budgets réalistes. Ainsi, le compte administratif de 2013 a atteint plus de 193 millions de FCFA. Avec certitude, il affirme que celui de 2014 ne sera pas éloigné de la prévision budgétaire de 270 millions de FCFA.◆

Capacity Building

Women mayors drawn up in battle

Booking appointments with women mayors nationwide between June 10 and 11 would have been exercises in futility.

The reason being that they were taking active part in a capacity building seminar for local elected women of Cameroon.

Holding under the patronage of the Minister of Territorial Administration and Decentralization, the event which received technical and financial assistance from GIZ, FEICOM, PNDP and UCLGA, was organized by the Network of Local Elected Women of Africa.

Created in Tangier, Morocco at the first forum of the Network of Local Elected Women of Africa from 8 to 11 March 2011, it is a body attached to the United Cities and Local Governments of Africa (UCLGA). Its mission is to work for the inclusion of women in the management of local affairs and in the local decision-making process.

Women holding any elective office or appointed to positions in local African communities can join the network. The Network of Local Elected Women of Africa is composed of local elected women from the continent's five regions; North Africa, West Africa, East Africa, Central Africa and Southern Africa.

The network is steered by 15 executives headed by Mrs. Fatimetou Abdel Malick, mayor of the municipality of Tevragh Zeina, in the city of Nouakchott in Mauritania.

The overall objective of the seminar was to strengthen the leadership role of elected women in the management of municipal affairs and contribute to increased participation and representation of women in elected positions.

The seminar is part of ongoing efforts of the networks of elected women, the civil society and the government of Cameroon. The latter, through a circular from the Head of State, demanded a minimum 30 per cent quota of women in tickets in the running for the last parliamentary and municipal elections.

The litany of challenges and bottlenecks that bog down the active participation of women in the decentralization process and local governance bodies, amply justify such a meeting.

The Minister Delegate at the Ministry of Territorial Administration and Decentralization, Jules Doret Ndongo, who opened the seminar, hailed the initiative of the Network of Local Elected Women of Africa supported by the PNDP, among other partners. He reminded the women mayors that it is a project which the President of the Republic, His Excellency Paul Biya, has a soft spot for, because he attaches great importance to improving the status of women.◆

REFELA : un bureau national voit le jour

La présidence d'honneur du Réseau des Femmes Elues d'Afrique (REFELA) - Cameroun a été attribuée à Mme Chantal Biya, Première dame du Cameroun. Le Comité des sages mis sur pied est composé de : Mesdames Boutchouang Rosette, maire de la commune de Bangou, Foning Francoise, maire de la commune de Douala 5, Ngono Etoundi Ayissi Yvette Claudine, maire de la commune de Yaoundé 5, Yao Aïssatou, Directrice Générale de la Société Nationale d'Investissement, Marie Thérèse Abena Ondoa, Ministre de la Promotion de la Femme et de la Famille.

Le bureau exécutif est présidé par madame Ketcha Courtès Celestine, maire de Bangangté ; les 1ère et 2ème vice présidentes sont respectivement mesdames Amougou Noma, maire de la commune de Yaoundé IV, et Caroline Offiong, maire de la commune d'Isangele. La trésorerie revient à madame Tsitol Anne Marie, maire de la commune d'Angossas, avec comme adjointe madame Tebe Beatrice, maire de la commune de Mbengwi. Le secrétariat général sera dirigé par une élue locale issue de la région du Sud. ◆

REACTIONS

Jules Doret Ndongo, Mindel Minatd

« La mesure, sur le quota de 30% a été importante »

Une mesure a été prise dans la circulaire qui organisait le processus électoral en interne au niveau du parti au pouvoir, le RDPC. Je dois avouer que cette mesure qui indiquait qu'un quota de 30% de places soit réservé aux femmes, a eu un impact considérable. Les résultats sont visibles, que ce soit à l'élection municipale ou nous avons obtenu une trentaine de maires, 282 adjoints aux maires, que ce soit à l'élection législative, avec une cinquantaine de femmes députés à l'Assemblée Nationale. Cette mesure a été importante, elle a fait ses preuves et je pense que beaucoup de pays sont en train de s'en inspirer.

Moatre Gnalengue,
Refela Afrique de l'Ouest

« Nous sommes aussi intelligentes que les hommes »

Je me réjouis d'avoir pris part à ce séminaire. Nous, femmes africaines, devons continuer à nous battre pour être au même niveau que les hommes, parce que nous sommes aussi intelligentes que les hommes.

Dr Najaj Zarrouck,
Membre du Comité d'Experts de l'Administration Publique de l'ONU

« Gérer une mairie c'est gérer une entreprise »

Le séminaire permet aux femmes élues de renforcer leurs capacités en matière de gestion des affaires locales. Elles en ont besoin. Gérer une mairie, c'est gérer une entreprise. Elles ont un budget, un plan, un personnel, elles ont les attentes des citoyens, elles doivent avoir des résultats, elles sont dans la reddition des comptes.

Celestine Ketcha Courtès,
Maire de Bangangté

« Qu'on fasse davantage confiance aux femmes »

Si on donne la possibilité aux femmes de gérer les communes, le développement tant recherché pourrait éclore. La preuve c'est que le prix ONU, prestigieux prix du service public, à été décerné à une mairie dirigée par une femme. Donc permettez aux femmes d'agir et vous verrez le résultat.

Croissance Economique

La Banque mondiale réexamine les leviers

Les prévisions ont été données au cours de la présentation de la 7ème édition des Cahiers Economiques sur le Cameroun le 25 avril dernier.

La représentation de la Banque Mondiale au Cameroun a présenté le 25 avril 2014, à l'hôtel Hilton de Yaoundé, la 7e édition des Cahiers Economiques. Il s'agit d'une publication semestrielle qui a pour objectif de partager les connaissances et susciter le dialogue entre ceux qui cherchent à améliorer la gestion économique du Cameroun et à libérer son énorme potentiel. En présentant le thème « réexaminer les sources de la croissance, la qualité de l'éducation de base », la Représentante du Directeur des Opérations de la Banque Mondiale au Cameroun a exposé la vision de cette institution.

Cette édition essaie de répondre à une question : comment atteindre un taux de croissance de 6% au Cameroun ? Selon les estimations de la Banque mondiale et du FMI, le taux de croissance, en 2013 au Cameroun, s'est maintenu à 4,6%, avec une inflation contenue à 2,1%. Les secteurs tertiaire (télécoms et transport) et primaire (agriculture industrielle destinée à l'exportation) sont les bons élèves, en tant que moteurs de la croissance au cours de l'année écoulée. Pour la Banque Mondiale, ce sont des résultats encourageants, mais qui restent en deçà des prévisions du gouvernement, déclinées dans la vision du Cameroun à l'horizon 2035. D'où la nécessité de réfléchir aux moyens d'améliorer la croissance et la porter à deux chiffres.

L'économie du savoir

L'éducation est ainsi identifiée comme un des leviers à fort potentiel. Cette septième édition se penche, spécifiquement, sur la qualité de l'Education de Base pour s'assurer que les investissements appropriés sont consacrés aux populations afin de renforcer le capital humain, ingrédient essentiel à une croissance durable. C'est un aspect essentiel pour la croissance à long terme, expliquent les experts de la Banque Mondiale. Car, poursuivent-ils, l'éducation de base contribue au renforcement des compétences, à l'amélioration de la productivité des travailleurs, elle peut contribuer ainsi à un cycle positif de renforcement de la croissance. En termes de satisfaction, la Banque Mondiale souligne les bons points dans ce domaine avec un taux brut de scolarisation primaire passé de 102,8% en 2001 à 112,9% en 2011.

Des réactions de l'auditoire, l'on note l'intervention du Président du Comité Technique de Suivi des Programmes Economiques. Selon lui, le gouvernement a tablé sur un taux de 6% en 2014, à partir d'une estimation de croissance de 5.5% en 2013. Concernant, le volet de l'Education de Base, M. Charles Nanga, Inspecteur Général au ministère de l'Education de Base, souligne l'orientation des actions de ce département ministériel vers l'amélioration de la qualité du service.

Le document présenté, est le fruit du travail d'une équipe multisectorielle, sous la coordination de Souleymane Coulibaly, Economiste Principal de la Banque Mondiale pour l'Afrique, qu'assiste Shobhana Sosale, Chargé de Projet Education à la Banque Mondiale, ainsi que des hauts responsables administratifs et analystes camerounais. ◆

TOUTE L'ACTUALITE DU PNDP

Minute By Minute

> Tous les trimestres, le magazine d'informations du PNDP retrace les activités du Programme National de Développement Participatif sur l'ensemble du triangle national...

CAMEROUN

LES INDICATEURS CLES DE L'ECONOMIE

LIBELLÉ	2011	2012	2013
I-DONNEES DEMOGRAPHIQUES			
Population totale (en milliers)	19 891	20 387	20 917
Densité de population (habitants/km²)	41,8	42, 9	44,0
II – DONNEES MACROECONOMIQUES			
PIB à prix courant (en milliards FCFA)	12 546	13 515	14 550
- PIB pétrole brut	941	1 075	1 096
- PIB hors pétrole brut	11 605	12 440	13 454
PIB /habitant (en milliers FCFA)	631	663	696
Taux de croissance réelle (%)	4,1	4,6	5,5
- PIB pétrole brut	-7,3	3,5	8,5
- PIB hors pétrole brut	4,6	4,6	5,3
Taux d'inflation (%)	2,9	2,4	2,1
Taux de croissance sectorielle (en %)			
- Secteur primaire	3,1	2,7	3,1
- Secteur secondaire	1,6	4,9	5,2
- Secteur tertiaire	5,5	5,5	6,7
Répartition sectorielle (en % du PIB à prix courant)			
- Secteur primaire	21,7	21,4	20,5
- Secteur secondaire	27,3	27,9	26,3
- Secteur tertiaire	43,2	43,1	45,6
Impôts et taxes moins subventions	7,8	7,6	7,6
Composantes de la demande (en % du PIB à prix courant)			
Consommation	87,5	88,4	87,3
- Privée	75,9	76, 9	75, 9
- Publique	11,6	11,5	11,4
Investissement	20,6	19,2	19,3
- Privé	18,2	16,9	16,9
- Public	2,4	2,3	2,4
Exportations de biens et services	18,4	18,8	18,6
Importations de biens et services	26,5	26,6	25,2

Finances publiques (en% du PIB à prix courant)			
Recettes budgétaires hors dons	16,9	16,8	16,8
- Pétrolières	5,1	4,9	4,9
- Non pétrolières	11,8	11,9	11,8
Dépenses	19,7	18,8	20,7
- Courantes	14,1	13,3	14
- En capital	5,5	5,5	6,7
Secteur Extérieur (en % du PIB à prix courant)			
Balance commerciale	-2,2	-1,0	-1,6
Solde compte courant	-2,8	-3,6	-3,7
Dette publique (en % du PIB)			
Stock total dette publique	16,1	15,3	16,0
- Dette publique intérieure	5,9	5,0	4,8
- Dette publique extérieure	10,2	10,3	11,1
Service total de la dette	1,3	1,6	1,6
- Dette intérieure	0,6	0,9	0,8
- Dette extérieure	0,8	0,8	0,8
III – PRINCIPALES PRODUCTIONS AGRICOLES ET SYLVICOLES (en tonnes)			
Cacao en fèves	243 320	250 000	270 000
Café arabica	9 563	10 000	13 000
Café robusta	38 256	42 000	50 000
Caoutchouc	50 983	46 318	59 000
Coton masse	185 000	227 000	250 000
Coton fibre	61 392	82 124	99 691
Banane d'exportation	271 642	285 789	310 901
Ananas	165 471	167 853	170 000
Production de bois grumes (en milliers de m³)	2 356	2 316	2 341
Exportation de bois grumes (en milliers de m³)	575	519	618
Exportation de bois sciés (en milliers de m³)	531	544	519
IV – INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT			
Réseau routier bitumé (en km)	5 371	5 504	5 548
Réseau ferroviaire (en km)	1 193	1 223	1 258

Source : Institut National de la Statistique. Tél. (237) 22 22 04 45 / 22 22 14 37.
Site web: www.statistics-cameroon.org

Une publication du Ministère de l'Economie,
de la Planification et de l'aménagement du Territoire
BP 660 Yaoundé - www.minepat.gov.cm
Tél.: (237) 22 22 09 22 - Fax : (237) 22 23 66 07